

## Edito Vision du chef de l'Etat !

Au cours de l'émission " Le Débat " du vendredi 10 juin sur Top Congo FM, un auditeur avait posé la question de savoir : pourquoi nos ministres réduisent ou justifient toutes leurs actions à la " Vision " du chef de l'Etat. Le mot vision du chef de l'Etat est devenu un terme générique. Et de conclure : " le président de la République est-il un prophète ? "

C'est avec raison ce questionnement de ce compatriote. En effet, après l'investiture de l'actuel gouvernement, son porte-parole et ministre de la Communication et médias avait clairement soutenu, la main sur le cœur, que l'heure de changer le narratif a sonné. De bonne foi, le Congolais lambda l'avait cru. Car, c'est un gouvernement qui s'était autoproclamé des Warriors. Avant même qu'on ne voit ses membres à l'œuvre. Malheureusement, les politiciens congolais ne sont pas encore prêts à sortir des sentiers battus. Surtout dans leur langage. Seul le chef de l'Etat est visionnaire, mieux il est le Guide clairvoyant et éclairé. Ce constat est d'autant plus vrai que chaque fois qu'un ministre prononce un discours ou la parole lui est accordée, sur 15 minutes, 300 bonnes secondes sont consacrées à rappeler " la vision du chef de l'Etat ". Est-ce une façon pour eux de prévenir que si les choses ne marchent pas, c'est la faute au visionnaire ? C'est parce que l'orientation du président de la République n'a pas été bonne ? NON. Il est connu que le gouvernement est investi sur base d'un programme gouvernemental bien ficelé par chaque ministre sectoriel après avoir reçu les orientations du chef de l'Etat. Coordonné bien entendu par le Premier ministre qui supervise sa rédaction, mais chaque ministre a sa partition à jouer dans ce programme. Evoquer à chaque occasion la vision du président de la République est, ni plus ni moins, une manière de cacher son insuffisance à appliquer l'action gouvernementale qui relève de son secteur.

Avec l'avènement de Félix Tshisekedi au pouvoir et surtout après le divorce entre lui (CACH) et le FCC, le Congolais croyait que le narratif changerait. Et bien, force est de constater que nos politiciens ne sont pas prêts à se séparer des oripeaux mobutistes.

Si Mobutu était devenu un potentat, c'est en partie à cause de le faire passer pour le seul et l'unique visionnaire.

Alors, peut-on dire que si certains hauts magistrats aujourd'hui s'enfoncent dans la dérive, c'est aussi à cause de la vision du chef de l'Etat ?

Il est plus que temps que nos ministres et autres hauts fonctionnaires s'emploient à construire un Etat (Etat congolais) tel que voulu par Montesquieu et non à " caresser dans le sens du poil " le président de la République au point de le faire passer pour le centre de la terre.

En son temps, constatant ce " djaleloïsme " à outrance, Mobutu n'avait-il déclaré tout haut, malheureusement sans être écouté ni compris par les thuriféraires : " Le président-fondateur n'est pas un magicien. Seul, il ne peut rien, mais avec la complicité de son peuple (des ministres y compris), il peut tout "

LRP

## Exacerbée par les critiques virulentes de la population à cause de " No war, no business "

# La Monusco fait des révélations accablantes

\* Suite à des manifestations anti-Mission onusienne en République démocratique du Congo qui se multiplient et des dénonciations ouvertes de certaines autorités du pays, la Monusco a rencontré certains leaders communautaires et associatifs ainsi que certaines autorités du niveau tant national que provincial, affirme une source sûre qui a requis l'anonymat

\* Au cours de cet échange, de responsables de la Mission onusienne ont craché des vérités, et parlé de " génocide " à l'Est de la RDC, accusant les FARDC et le gouvernement congolais des complices, précise la même source  
(Lire en page 16)

## CEEAC : défense et sécurité au cœur de la XXle session ordinaire qui s'ouvre ce lundi à Kinshasa (Lire en page 3)

## Exploitation illégale du coltan en RDC : Près de 4 milliards USD échappent au trésor public chaque année

(Lire en page 5)

### Annonces

\* The American Embassy:Tender Number:

19CG5022T0001.....P3

\* UCM : AVIS D'APPEL D'OFFRES

.....P7

### Les enjeux du futur avec la Chine

La RDC disposée à accorder la faveur à la coopération chinoise aux discussions d'affaires (Page 4)

### English Issue

The Government takes note of the financial benefits of the hydrocarbons sector driven by the Head of State Félix-Antoine Tshisekedi (P. 15)

Fin des travaux de la commission mixte RDC-Rwanda

# Cessation immédiate des hostilités, le retrait des M23 à l'Est de la RDC exigés

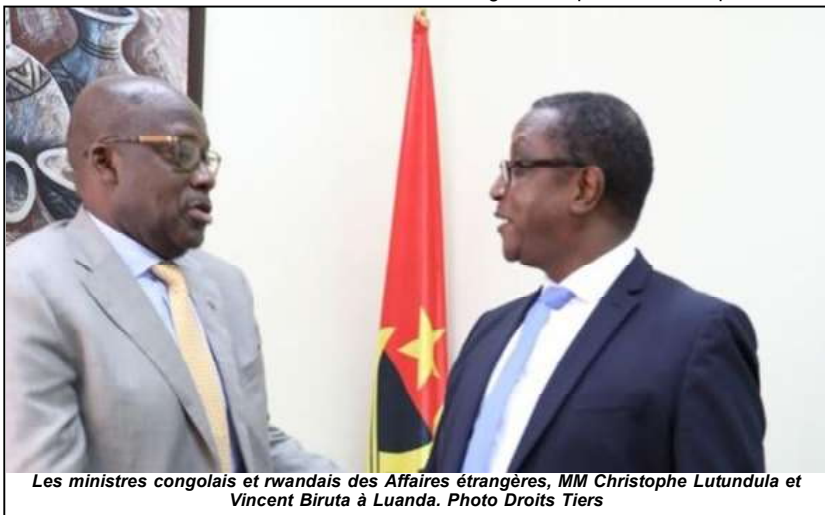
Par **Bibiche Mungungu**  
 Dans la suite du sommet de deux chefs d'Etats congolais et rwandais sous la médiation an-

gloise, les deux ministres ayant en charge les Affaires étrangères se sont retrouvés à Luanda pour la suite des échanges. Christophe Lutundula Apala pen'Apala, vice-Pre-

mier ministre, ministre Congolais des Affaires étrangères et Vincent Biruta, ministre Rwandais des Affaires étrangères tions ont été faites comme la cessation immédiate des hostilités et le retrait du M23 et l'appel au déploiement rapide de la

afin de rétablir la confiance mutuelle. Christophe Lutundula et Vincent Biruta se sont promis de créer " des conditions optimales de dialogue et de consultations politiques pour résoudre la crise sécuritaire à l'est de la RDC ".

Des questions connexes ont aussi fait partie des discussions notamment sur le commerce et le partenariat économique. Sur ces questions, les deux parties ont convenu de travailler en vue de poursuivre les efforts de rétablissement de la paix afin de faciliter la continuation des échanges commerciaux ainsi que la gestion des frontières communes ". La prochaine rencontre dans le cadre de cette commission mixte permanente sera à convenir de la date et du lieu.



Les ministres congolais et rwandais des Affaires étrangères, MM Christophe Lutundula et Vincent Biruta à Luanda. Photo Droits Tiers

ont signé un communiqué à la fin des travaux de la commission mixte permanente qui reprend l'essentiel de la démarche. Sur les questions de sécurité, des recommanda-

force régionale dans le cadre du processus de Nairobi. Il faut noter également l'opérationnalisation du mécanisme ad hoc de vérification des accusations

des Affaires étrangères, Christophe Lutundula Apala Pen'Apala, au cours de la conférence de presse conjointe organisée avec son collègue de la Communication et des Médias.

## Force régionale de l'EAC " sera une force offensive et non d'interposition ", révèle Christophe Lutundula

La force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), qui sera " in-

tervenue de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), qui sera " in-

tervenue de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), qui sera " in-

tervenue de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), qui sera " in-



Le ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula, avant la conférence de presse conjointe organisée avec son collègue de la Communication et des Médias, Patrick Muyaya, le 23/07/2022 à Kinshasa. Photo Droits Tiers

cessamment déployée en premier ministre, ministre férence de presse conjointe

RO / LRP

### La Référence Plus

Quotidien d'Informations Générales  
 Adresse : Croisement des Avenues 24 Novembre - Ngele / C. Lingwala (en face de l'Académie des Beaux Arts)  
 Phone : 0999923379

E-mail: reference\_20ans@yahoo.com

B.P. : 12520 Kinshasa I  
 Autorisation de publication N°041/SGC/063/92

#### Editeur-Directeur Général

André Ipakala Abeiye M.  
 0999923379

#### Directeur de la Publication

Félix Kabwizi Baluku  
 0999913816

#### Directeur de la Rédaction

Théo Kimpanga N'Key I.  
 0999949445

#### Assistante de l'EDG

Eveline Badika  
 0814234602

#### Rédacteurs en Chef

Franck Mona K. (Politique)  
 0999911984

#### N. Rachidi (Provinces)

#### Secrétaires de Rédaction

Déo Mulima (0998405728)  
 Martinez Ngyaluka (0998893030)

Dominique Kadimamuya (0991564565)

#### Chefs de Rubriques

José Wakadila (Société)  
 0998129128

#### Rédaction Générale

José Wakadila,  
 Bibiche Mungungu,  
 Anastasie Mukawa (0990012819, 0825329453)

Génie Mulobo (0999954394)  
 Julie Ngalula T.  
 Grace Ngyke  
 Mireille Mpemba  
 Makinzolela Menayeto

#### English Issue

John Nkwady Kankolong

#### Représentations provinciales

- **Bandundu** : Mayele  
 - **Kasai - Oriental** :

- **Maniema** : Patrick Kamombu

#### - Nord-Kivu

: Sumaili Pene  
 Djadi

#### - Province Orientale

: Gilbert Risasi

#### - Sud - Kivu

: Asani Abdalah

#### Etranger

- Congo Brazza: Itcha Djata

#### Service Technique

Anastasie Mukawa Kimina  
 Génie Mulobo Mwadi  
 West (0810774823)

Patrick Mbuyi (WM) 08151  
 44914 - 089 5098679

#### Administration

Janvier Band'Aka-Suro  
 Mireille Thansya  
 (0998540079; 0896154045)

#### Finances & Vente

Jean-Pierre Mobiko  
 (+243815093722)  
 Pascaline Boyingandi  
 Gaby Lego  
 Fiston (0840513276)  
 Aimée Bwanga  
 Esther Seluwa

#### Imprimerie

ILAREF

## CEEAC : défense et sécurité au cœur de la XX<sup>e</sup> session ordinaire qui s'ouvre ce lundi à Kinshasa

Sur convocation du président en exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), les délégations sont arrivées à Kinshasa. Une part belle sera accordée aux mandants en chef, directeurs généraux de police/gendarmerie, hauts fonction-

hauts cadres du secteur sécurité et les ministres du Comité technique spécialisé Défense, Sureté et Sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique Centrale, afin de statuer sur les questions sécuritaires majeures et de formuler les propositions aux Chefs d'Etat et de gouvernement.

De l'examen de tous ces points à l'ordre du jour, il ressort que la situation politique et sécuritaire globale en Afrique centrale, au cours de la période comprise entre janvier et juillet 2022, est restée stable, indique la CEEAC. Néanmoins, la région continue à faire face à plusieurs défis sécuritaires, notamment le terrorisme et l'extrémisme violent, l'activisme des groupes armés et des mouvements sécessionnistes, les conflits intercommunautaires, l'impact négatif de la guerre russo-ukrainienne ainsi que l'impact négatif de la crise sanitaire causée par la pandémie de la Covid-19.



Photo de clôture de la XX<sup>e</sup> Session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC le 19/01/2022 à Brazzaville. Photo Droits Tiers

nauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), le président Félix-Antoine Tshisekedi, Kinshasa accueille, ce lundi 25 juillet 2022 à Kinshasa, la XX<sup>e</sup> Session ordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de cette organisation sous-régionale. L'insécurité dans l'Est de la RDC, les tensions entre la RDC et le Rwanda ainsi que la situation humanitaire font partie des sujets qui seront traités lors de ladite. C'est qu'a précisé la porte-parole adjointe du président de la République, Tina Salama, dans une interview exclusive à Radio Okapi le samedi 23 juillet.

Le dimanche 24 juillet déjà, plusieurs

questions sécuritaires, notamment à la défense et à la sécurité aux vues de l'actualité. Pour cette XX<sup>e</sup> session ordinaire, la montée des tensions entre le Rwanda et la RDC sera au centre des débats et des discussions", a rapporté Tina Salama.

D'autres sujets, notamment la flambée des prix des produits de première nécessité, les effets néfastes de la crise Russo-Ukrainienne, la crise alimentaire, seront aussi abordés, a ajouté Tina Salama.

En prélude à cet événement, trois grandes rencontres ont réuni les experts du Conseil de paix et de sécurité de l'Afrique centrale (COPAX), les chefs d'Etats-majors généraux, com-

naires des ministères du COPAX,

RO / LRP

### Tender Number: 19CG5022T0001 The American Embassy - Standard Tender of Service Request Packing, Customs Clearing and Delivery Services

The Embassy of the United States of America is seeking companies for packing of goods, customs clearance, and delivery services. This Tender of Service (TOS) provides terms and conditions for the transportation and all related services required by the U.S. Embassy, Kinshasa.

If you are interested in submitting a proposal for these services, and your company can meet the minimum requirements listed below, please submit a request for the full tender package to the address listed here.

**Submit your request for a tender package to the email address of [KinshasaTOS@state.gov](mailto:KinshasaTOS@state.gov)**

**Complete proposal package must be submitted by August 01, 2022, at 1700 hours to e-mail address [KinshasaTOS@state.gov](mailto:KinshasaTOS@state.gov)**

No proposals will be accepted after this time.

#### BASIC REQUIREMENTS:

- " A valid copy of licenses and memberships of the organizations of the international for Freight Forwarding Association (FIATA), IAM International Association of Movers, (FIDI) Federation of International Furniture Removers Industry
- " All clearing and forwarding agents used should have a valid customs agent license
- " Local registration. (a copy of the company's local business registration RCCM, ID NAT, etc.)
- " Evidence that the sub-contractor and the TSP operate an established business with a permanent address and telephone numbers within D.R. Congo.
- " List of five largest clients (by volume) during the past 3 (three) years, demonstrating prior experience with relevant past performance reports. Reference information shall include client contact information (name, positions, phone number, e-mail, and address).
- " Evidence the offeror/quoter has all the licenses and permits required by DR Congo law.
- " Names of transporting companies if sub-contractors are used for road freight assignments.
- " Certificate of Insurance for goods in transit and while in warehouse facilities. If the insurance expires during the tender a renewed proof of insurance shall be provided.
- " Evidence the offeror/quoter has the equipment, personnel and financial resources needed to perform the work requested within this tender.
- " A hardcopy brochure/publication used to highlight a company's benefits, products and of the organization with a history of the services for customers.
- " Current financial statements, as well as the last three years.
- " Rate quote sheet for services provided.
- " Evidence of the current Customs Broker license.
- " The TSP shall provide the contact information for the primary points of contact, who will be responsible for tracking and tracing of shipments, arrival/departure schedules of the road freight, shipping, and delivery information.

### Déclaration de perte de Certificat d'enregistrement

Le **Fonds de Promotion de l'Industrie**, suivant le contrat de prêt n° 855, en sa qualité de créancier - gagiste déclare avoir perdu le certificat d'enregistrement Volume AL 413, Folio 173 couvrant la parcelle N° 4424 du plan cadastral de la Commune de Barumbu.

Cause de la perte ou de la destruction : **déménagement.**

Le Fonds de Promotion de l'Industrie sollicite le remplacement de ce certificat et déclare rester seul responsable des conséquences dommageables que la délivrance du nouveau certificat pourrait avoir vis-à-vis des tiers.

**Fait à Kinshasa, le 12/06/2022**

**Invasion et occupation prolongées de Bunagana**

**La VSV invite le gouvernement à extirper les infiltrés des rangs des FARDC et à les doter des moyens conséquents**

Par José Wakadila

Dans son communiqué de presse n°018/RDC/VSV/CE/2022, la Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme (VSV), exprime ses inquiétudes consécutivement à l'occupation prolongée par les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) appuyés par les Forces de Défense du Rwanda (RDF) de la cité de Bunagana, centre commercial transfrontalier situé à une trentaine de kilomètres de Rutshuru-Centre, en territoire de Rutshuru au Nord-Kivu, à la frontière avec l'Ouganda.

Selon cette Ong de défense des droits de l'homme, une partie de la population de la cité de Bunagana s'est déplacée vers l'Ouganda et une autre vers les localités de la RD Congo jugées sécurisées notamment Ntamugenga, Burayi, Rumangabo, Kiwanja, Rutshuru-Centre..., pour se soustraire des exactions des rebelles du M23, menant ainsi une vie difficile caracté-

risée par la carence d'eau et de nourriture.

La VSV ajoute que lors de la prise de Bunagana, les rebelles du M23 et leurs alliés rwandais, ont saccagé et vandalisé les matériels et équipements de la Voix de Mikenko, une radio communautaire émettant sur place. Ils ont également pillé des maisons, des boutiques et certains bureaux, avant d'emporter des biens et autres effets à bord des camions.

Le communiqué poursuit que, dans l'entretemps, depuis vendredi 15 juillet 2022, les rebelles du M23 ont mis en place les différents services frontaliers qui font payer les taxes à la population de la cité de Bunagana lors des divers mouvements et autres trafics. Le communiqué de la VSV rappelle que depuis l'occupation de la cité de Bunagana par les rebelles du M23, la population fait face à une situation dramatique sur le plan sécuritaire, économique et humanitaire se traduisant par des tueries, la multiplication

des exactions et autres exigences des taxes contre les populations civiles. " Force est de constater qu'à l'heure actuelle, l'Etat rd-congolais n'arrive pas à restaurer l'autorité de l'Etat à Bunagana. Cette situation contraint les populations civiles à se résigner sans vaquer librement à leurs occupations quotidiennes ", peut-on lire dans le communiqué de la VSV.

Par ailleurs, la VSV rappelle que, dans le but de solliciter le soutien de l'Ouganda dans ses efforts pour le délogement des rebelles du M23 à Bunagana, la RD Congo avait dépêché le 14 juillet 2022 à Kampala, une délégation conduite par M. Alexis GISARO, Ministre d'Etat en charge des Infrastructures et Travaux Publics. A cette occasion, le Président ougandais YOWERI Museveni a invité l'Etat rd-congolais, à privilégier le dialogue avec le M23 au lieu de la guerre.

Cette réaction a suscité de l'émoi au sein de la VSV qui se demande : comment et pourquoi l'Ouganda peut-il inviter l'Etat rd-congolais à dialoguer

avec les rebelles du M23, pendant que l'Etat Ougandais et le Rwanda refusent de dialoguer avec leurs propres rebelles des ADF et du FDLR ?

Au regard de tout ce qui précède, la VSV invite : le gouvernement de la République à extirper des rangs des FARDC des infiltrés et des brebis galeuses qui n'hésitent pas à trahir leur propre pays ; Mettre tout en œuvre pour doter les FARDC des moyens matériels et financiers conséquents devant permettre la reconquête de Bunagana, et de garantir l'intégrité du territoire de la RD Congo et d'Appuyer davantage les FARDC dans la lutte pour la neutralisation des rebelles du M23 et leurs alliés rwandais et garantir ainsi la défense de l'intégrité de la RD Congo.

Elle invite les FARDC à être déterminées à défendre l'intégrité du territoire de la RD Congo et à ne pas céder à des manipulations sachant que toute la population est derrière elles.

**Les enjeux du futur avec la Chine**

**La RDC disposée à accorder la faveur à la coopération chinoise aux discussions d'affaires**

Par Bibiche Mungungu

Il y a de cela 50 années de solide coopération qui sont passées en revue par les deux parties. La congolaise conduite par Christophe Lutundula Apala pen'Apala, vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et la chinoise par Xu

à accorder la faveur à la coopération chinoise au terme des véritables discussions d'affaires avec les entreprises intéressées.

La partie congolaise s'est montrée disposée à poursuivre ce partenariat stratégique tout en veillant au gain mutuel entre les deux pays. Quant à

**Recrutement du personnel temporaire commis à la révision du fichier électoral**

**Paul Muhindo Mulemberu, en tournée dans les centres de dépôt des candidatures**

Par Bibiche Mungungu

Le rapporteur adjoint de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), Paul Muhindo Mulemberu Vahumawa, a effectué jeudi 21 juillet 2022 une tournée dans les antennes de cette institution d'appui à la démocratie à travers la ville de Kinshasa, qui enregistrent depuis le 17 juillet dernier le dépôt des candidatures physiques des postulants pour le recrutement du personnel temporaire commis à la révision du fichier électoral.

Une autre possibilité est offerte aux aspirants de faire acte de candidature via l'internet à travers le site de la Céni qui a fourni les détails y afférents à la suite d'un communiqué rendu public vendredi 15 juillet 2022.

Le tour de différentes antennes situées dans la capitale a permis au rapporteur adjoint de la Céni, accompagné du secrétaire exécutif provincial de Kinshasa, Anne-Marie Mukwayanzo, de prendre la température de cette opération qui s'est déroulée sans le moindre incident.

Belle opportunité pour les candidats de faire partie à temps partiel du personnel temporaire dont la Céni a besoin pour l'opération à venir de la révision du fichier électoral.

" Le déplacement que nous

avons effectué nous a permis de vérifier le déroulement du dépôt des candidatures pour le recrutement en vue de la révision du fichier électoral. L'opération s'est déroulée pour le mieux, donc sans incident majeur. Nous avons sillonné plusieurs antennes, de N'Djili à Kalamu en passant par Limeté et Bumbu. Le constat établi démontre que tout s'est passé comme espéré. Moins de gens signifie que les candidats ont utilisé les deux méthodes possibles du dépôt, soit physique, soit par internet. Ces formules ont bien fonctionné, en dépit de quelques difficultés mineures. Nos agents se sont comportés comme il faut, néanmoins cela nous a permis de réajuster certaines choses ", a confié Paul Muhindo Mulemberu Vahumawa.

" Au nom du président Denis Kadima qui nous suit de très près, partout, où nous passons avec Mme le secrétaire exécutif provincial de Kinshasa, la CENI tient au respect scrupuleux du concept genre, même à travers ce dépôt de candidatures et nous encourageons les candidatures féminines, voire celles des personnes vivant avec handicap...", a-t-il expliqué.

La clôture du dépôt des candidatures est intervenue le dimanche 24 juillet 2022.



Mme Xu Jinghu et Christophe Lutundula. Photo MINAFFET

Jinghu, représentante spéciale des Affaires africaines du gouvernement chinois.

La séance de travail de ce jour a permis de renforcer les contacts au plus haut niveau de deux Etats afin que le dialogue soit permanent et la compréhension mutuelle durable. Sur les enjeux du futur avec la fabrication des batteries pour les véhicules électriques, la RDC est toujours disposée

Mme Xu Jinghu, seul le Congo peut évaluer ce partenariat pour le juger moins ou plus avantageux pour lui. Elle a fustigé l'intervention des uns et des autres qui, selon ses mots, ne veulent pas voir prospérer le partenariat Chine- RDC. La récente rencontre sino-africaine de Dakar a jeté les bases d'une relation plus transparente encore, a soutenu la représentante spéciale des Affaires africaines du gouvernement chinois.

## Exploitation illégale du coltan en RDC : Près de 4 milliards de dollars américains échappent au trésor public chaque année

Un rapport publié récemment par ENACT Africa, un projet de l'Union européenne (UE), destiné à renforcer la lutte contre le crime organisé transnational en Afrique, dénonce le fait que l'activité des groupes armés dans la partie Est de la RDC, fait perdre au trésor public plus de 4 milliards de dollars américains chaque année, à cause de l'exploitation illicite du coltan.

Cette structure met en lumière certains des maux qui nuisent à l'exploitation responsable du coltan congolais, notamment la collision de l'Etat congolais avec des réseaux criminels, l'exploitation des mineurs, les viols et violences sexistes ainsi que la destruction du patrimoine historique des communautés locales.

Les conclusions du rapport d'ENACT attestent qu'une grande partie de la production artisanale congolaise de coltan échappe encore au contrôle de l'Etat. La présence des groupes armés dans plusieurs zones d'exploitation situées dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, empêche les autorités de

contrôle d'y accéder, afin de faire appliquer la réglementation en vigueur.



Le manque d'accès dans ces zones d'exploitation serait à la base du travail des enfants, de l'insécurité des travailleurs et parfois des violences sexuelles faites sur les femmes actives dans les sites d'extraction.

Même dans les zones où le gouvernement a la facilité d'accéder, le rapport d'ENACT Africa démontre également

une collaboration complice entre les autorités chargées de la réglementa-

tion de l'activité d'extraction et les groupes criminels opérant sur le terrain, moyennant corruption.

Le rapport cite le cas du SAEMAPE (Service d'assistance et d'encadrement des mines artisanales et de petite échelle), créé en 2003, et dont la double mission est le contrôle des opérations artisanales ainsi que le

développement du secteur. Mais, le rapport d'ENACT Africa indique que près de deux décennies plus tard, les maux qui rongent le secteur ont augmenté, car le SAEMAPE ne se contenterait que du paiement des taxes dues par les mineurs. En outre, les fonctionnaires qui y travaillent accusent plusieurs mois d'arriérés de salaires, ce qui les oblige à se rabattre auprès des mineurs, afin que ceux-ci paient. Ils sont également très présents sur les sites miniers, afin que leurs missions de contrôle puissent avoir un réel impact sur le terrain.

Des sources concordantes affirment que le rapport d'ENACT Africa est le fruit des discussions menées sur le terrain, avec des membres du ministère des mines, des responsables du Centre de certification, d'expertise et d'évaluation (CEEC), de l'Agence congolaise de l'environnement (ACE) et de quelques organisations non gouvernementales œuvrant dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu.

José Wakadila

## Finances publiques : les dépenses institutionnelles toujours en hausse

Les institutions de la République démocratique du Congo (RDC) ont consommé plus de ressources que prévues pour le premier semestre 2022.

Les choses n'ont pas beaucoup évolué

en termes de fonctionnement et de rémunération. Dans l'ensemble, ainsi que l'a noté ledit rapport, les institutions publiques ont consommé à elles seules 789,3 milliards de francs congolais, soit plus

liées à cette rubrique ont été exécutées à hauteur de 304,8 milliards de francs congolais (CDF) contre les prévisions budgétaires arrêtées à plus de 294,5 milliards de CDF, soit un taux d'exécution budgétaire de 103,5%. C'est dire dans des circonstances quasi similaires, les dépenses de l'Etat ont connu un bond en avant qui laisse perplexes de nombreux Congolais.

Selon la même source, la Présidence de la République a dépensé plus de 364,5 milliards CDF soit

182,25 millions de dollars américains alors que les prévisions des crédits en faveur de la première institution du pays ont été fixés à 285,4 milliards CDF soit 142,7 millions USD. Idem pour l'Assemblée nationale dont les dépenses ont été chiffrées à hauteur de 51,7 milliards CDF, montant équivalent à 25,85 millions USD. Ce rapport démontre, si besoin en était encore, que la tendance des dépenses liées au fonctionnement et à la rémunération est demeurée en hausse les deux dernières années.



Le bâtiment du Ministère des Finances sur le boulevard du 30 juin à Kinshasa. Photo Droits Tiers

lue concernant la réduction du train de vie des institutions. Nonobstant sa volonté de ramener les dépenses institutionnelles à des proportions normales, le gouvernement se laisse lui-même embrigadé dans cette tare. En témoigne le rapport sur les états de suivi budgétaire (ESB) pour la première moitié de l'année 2022 publié le 18 juillet par la Direction générale des politiques et programmation budgétaire, une structure du ministère du Budget.

Dans ce document, il ressort clairement que les dépenses institutionnelles ne sont pas restées à leur niveau de l'exercice passé. Bien au contraire, elles ont connu une hausse si-

gnificative en termes de fonctionnement et de rémunération. Dans l'ensemble, ainsi que l'a noté ledit rapport, les institutions publiques ont consommé à elles seules 789,3 milliards de francs congolais, soit plus de 394,6 millions USD, jusqu'à fin juin 2022. Et pourtant, révèle la même source, les prévisions pour les six premiers mois de l'année étaient fixées à 496,5 milliards de francs congolais, soit 248,2 millions USD. C'est autant dire que les dépenses institutionnelles ont atteint 159%, entraînant ainsi un déficit de 59% pour la période indiquée.

Pour le seul mois de juin par exemple, le rapport de cette structure du ministère du Budget révèle que le Trésor public a dépensé 258,3 milliards de francs congolais pour assurer le fonctionnement des institutions. A titre de comparaison, à la fin du mois de juin dernier, les dépenses

## Le gouvernement emprunte 51,17 milliards de CDF au titre des obligations du Trésor indexées au profit de la BCC

Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) a emprunté, en date du 18 juillet dernier, au titre d'une émission des Obligations du trésor, une somme de 51,17 milliards (51.170.000.000) de Francs congolais (CDF), soit plus de 25,58 millions USD au profit de la Banque centrale du Congo (BCC), indique un communiqué du ministère des Finances rendu public vendredi dont la copie est parvenue samedi à l'ACP.

Selon ce communiqué signé par la vice-ministre des Finances O'neige N'sele, cette opération a une maturité de deux ans précisant que son échéance court jusqu'au 18 juillet 2024.

Pour la période allant du 12 juillet au 13 décembre 2022, le gouvernement congolais vise à lever un montant total de 207 milliards de Francs

congolais (CDF) soit 103,5 millions de dollars américains sur le marché financier local des obligations du trésor indexées. Ce, conformément au calendrier des émissions des obligations du trésor en faveur de la BCC publié par le ministère des Finances en date du 13 juillet 2022.

D'après ce document, ces opérations sont réparties en deux périodes. La première prend en compte les mois de juillet, août et septembre 2022 où le gouvernement prévoit d'emprunter 103,50 milliards de Francs congolais (CDF) soit près de 52 millions USD.

Une obligation du trésor est un titre de créance remboursable à moyen ou long terme (durée supérieure ou égale à 3 ans) émis par le trésor public, soit par voie de syndication (accessible via un groupement d'établissements financiers) soit par voie d'adjudication (enchères), rappelle-t-on.

ACPI/LRP

## RDC : Sauf changement de dernière minute, la campagne de contrôle de stations-service débute ce lundi

Des stations-services poussent comme des champignons à Kinshasa et dans d'autres grandes villes de la République démocratique du Congo (RDC), malheureusement sans

cette situation, qui perturbe le vécu quotidien des Congolais.

A en croire Pius Muabilu, le contrôle va également porter sur la conformité des installations au regard des auto-

il averti.

Pour sa part, Didier Budimbu a insisté sur la délocalisation de certaines stations-service et dépôts clandestins

missible voire insupportable car demain s'il y a mort d'hommes, tout le monde va se retourner contre le gouvernement. Nous allons prendre nos responsabilités, il y a des stations qui vont être fermées cette semaine, après les restes suivront. Les stations seront délocalisées parce que leurs propriétaires ont investi en termes de matériels et devront trouver des endroits plus sûrs pour ériger leurs stations loin des habitations". Par ailleurs, le patron des villes congolaises a mis un accent particulier sur la création d'un guichet unique d'octroi de permis de construire, initié par lui-même et considéré comme véritable outil pour rétablir une gouvernance urbaine efficace grâce notamment au numérique afin d'organiser d'une manière optimale la délivrance du permis de construire en République démocratique du Congo. " Nous aurons une seule porte qui va comprendre tous les services étatiques concernés par le guichet unique. Il sera appuyé par la police de l'urbanisme et de l'habitat avec les inspecteurs qui vont descendre sur le terrain avec les inspecteurs pour vérifier effectivement si la zone choisie est *œdificandi* ou non *œdificandi* pour construire. Pour le moment, le dossier du guichet unique était déjà passé au Conseil des ministres et il a déjà été publié au Journal officiel. Mes collaborateurs sont en train de travailler sur les structures de ce guichet unique pour son opérationnalisation. Il va fonctionner à Kinshasa mais aussi à l'intérieur du pays. Le gouvernement tient absolument à ce cet instrument, devenu aujourd'hui un établissement public avec un conseil d'administration ", a conclu Muabilu.

OURAGAN / LRM



Le ministre Didier Budimbu (à gauche) aux côtés du ministre d'Etat Pius Muabilu (à droite). Photo Ministère de l'Urbanisme et Habitat

respect des normes environnementales et des conditions réglementant le secteur. Une prolifération qui a profondément inquiété le président de la République jusqu'à interpeller le gouvernement face à cette situation déplorable.

Devant cette situation, le gouvernement congolais a décidé de passer à la vitesse supérieure pour remettre au plus vite de l'ordre dans ce secteur sensible. Une campagne de contrôle de conformité des stations-service sera lancée dès ce lundi 25 juillet pour assainir l'espace urbain, également mettre fin à la construction anarchique sur les servitudes à travers toute l'étendue du territoire national.

L'annonce a été faite le vendredi 22 juillet 2022 par le ministre d'Etat en charge de l'Urbanisme et habitat, Pius Muabilu aux côtés de son collègue des Hydrocarbures, Didier Budimbu. Au cours d'une réunion dirigée conjointement par les deux membres du gouvernement central, une commission interministérielle, composée es-

reservations délivrées. " Le souci du gouvernement, c'est de mettre définitivement fin à l'anarchie qui s'est installée dans la construction des stations-service. Nous ne pouvons plus accepter que les gens continuent à se comporter de cette manière. Il y a des lois, règles, et un certain nombre de préalables qui existent avant de construire une station-service.

Nous sommes déterminés, mes collègues ministres sectoriels et moi à mettre fin à cette anarchie parce que le président de la République nous a instruit pour que cette situation de prolifération des stations-service puisse s'arrêter ", a prévenu Muabilu. Avant de renchérir que " nous n'allons pas nous arrêter seulement au contrôle des stations-service qui va démarrer bientôt, mais les experts travaillent également sur celui des emprises publiques. Essayez de visiter la Tshangu, Mont-Amba, Funa et Lukunga, c'est une catastrophe. Les gens construisent et s'installent sur les emprises publiques. Et nous ne

érigés à côté des habitations. " Le secteur des hydrocarbures est régi par la loi de 2015 et le décret de 2016. Nous avons discuté avec le ministre d'Etat en charge de l'Urbanisme et habitat sur cette question et nos équipes seront déployées sur le terrain à partir de la semaine prochaine. Les stations-service qui ne répondent pas aux normes seront fermées, et même les dépôts clandestins seront délocalisés. Nous n'allons pas appliquer la loi avec complaisance. Certes, il y a ceux-là qui vont crier, mais nous allons nous nous assumer. Actuellement, certaines stations continuent de fonctionner sans aucun permis, et d'autres sont construites à côté des habitations, ce qui est inad-



Le gouvernement veut aller en guerre contre la prolifération des stations-services et l'occupation anarchique des servitudes (Illustration). Photo Droits Tiers

sentiellement des experts des ministères sectoriels, a été chargée de faire des propositions concrètes afin de trouver rapidement des pistes de solution pour mettre définitivement fin à

pouvons plus continuer avec des situations similaires à celle de Matadi-Kibala. Nous n'allons pas reculer parce qu'on ne peut pas diriger la République avec des états d'âme ", a-t-

### Déclaration de perte de Certificat d'enregistrement

Je soussigné Mme **NZONGANI NGANGU Arlette et consorts**, déclare avoir perdu le certificat d'enregistrement Volume AF 67, Folio 31 du 08/02/2007 de la parcelle N° 22224 du plan cadastral de la Commune de Selembao.

Cause de la perte ou de la destruction : **Le Certificat a été volé par des personnes non identifiées dans le domicile familial en notre absence.**

Je sollicite le remplacement de ce certificat et déclare rester seule responsable des conséquences dommageables que la délivrance du nouveau certificat pourrait avoir vis-à-vis des tiers.

**Fait à Kinshasa, le 18/03/2022**

## AVIS D'APPEL D'OFFRES

### Equipements

### Conception -Fourniture-Montage d'Installations (Sans pré-qualification)

AAO NO : MT 001/PAGASE-BAD/MRHE/UCM-SNEL/PM/2022

Maître d'Ouvrage : **Société Nationale d'Electricité SA (SNEL SA)**

Projet : **Projet d'Appui à la Gouvernance et à l'Amélioration des Services Electriques (PAGASE)**

Nom du Marché : **Réhabilitation du groupe 6 (G16) de la centrale hydroélectrique d'INGA 1**

Pays : **République Démocratique du Congo**

Prêt No : **FAD n°2100150036496 du 10 mars 2017**

Méthode de passation de Marché : **Appel d'Offres International Ouvert (AOIO)**

AAO/AOIO No: **MT 001/PAGASE-BAD/MRHE/UCM-SNEL/PM/2022**

Emis le : **21 Juillet 2022**

1. La République Démocratique du Congo a reçu un financement du Fonds Africain de Développement (FAD) administré par la Banque Africaine de Développement (BAD) ci-après dénommée la Banque pour financer le Projet d'Appui à la Gouvernance et à l'Amélioration des Services Electriques (PAGASE), et a l'intention d'utiliser une partie de ce prêt pour effectuer des paiements au titre du Marché des travaux de réhabilitation du groupe 6 (G16) de la centrale hydroélectrique d'Inga 1.

Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement Direct, comme définie dans les Directives et Procédures de la Banque, à l'exception des paiements pour lesquels le marché stipule que le paiement sera effectué par crédit documentaire.

2. L'Unité de Coordination et de Management des projets du ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité, agissant comme unité d'exécution du projet pour compte de SNEL SA sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir et exécuter les travaux de réhabilitation du groupe 6 (G16) de la centrale hydroélectrique d'Inga 1 pendant une période maximale de vingt-trois (23) mois. Les marges de préférence ne sont pas autorisées.

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à un Appel d'Offres ouvert (AOIO) telle que définie dans le Cadre de Passation de Marchés du 14 octobre 2015 de la Banque, et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Cadre de Passation des Marchés.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Coordination et de Management des projets du ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité, agissant comme unité d'exécution du projet pour compte de SNEL SA (procurement@ucmnergie-rdc.com et info@ucmnergie-rdc.com); Monsieur Clément MUKENDI, Chef de projet, e-mail : [clement.mukendi@ucmnergie-rdc.com](mailto:clement.mukendi@ucmnergie-rdc.com) et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres durant les heures de travail de 09h00' à 16h00' à l'adresse mentionnée ci-dessous à la rubrique 9 au présent AAO.

5. Le Dossier d'appel d'offres en français peut être

acheté par tout Soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de sept cent cinquante dollars américains (750,00 USD). La méthode de paiement sera par dépôt en espèces au compte bancaires ayant les coordonnées suivantes :

- Nom de la banque : **Banque Commerciale du Congo**  
- Intitulé du compte : **MIN FIN VIC PAASE VENTE DAO ouvert dans les livres de la Banque Commerciale du Congo**

- Numéro du compte : **00011-00101-00001365574-04/USD**

- Code swift : **BCDCCDDKIXXX**.

Le dossier d'appel d'offres sera adressé par courriel à l'acheteur du DAO à travers un lien qui lui sera communiqué à cette occasion, moyennant preuve d'achat du dossier. Il peut également être retiré à l'adresse physique indiquée à la fin de la présente invitation sur présentation de la preuve de paiement.

6. Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le **20 septembre 2022 à 15H00' heure locale (heure locale = TU+1)**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Toute offre arrivée après l'expiration du délai limite de remise des offres sera écartée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse numéro 1022 mentionnée ci-dessous le 20 septembre 2022 à 15H10' heure locale (heure locale = TU+1).

7. Les offres doivent être accompagnées d'une **Garantie de soumission**, pour un montant de **sept cent mille dollars américains (700 000,00 USD)**.

8. Veuillez noter que le Cadre de Passation de Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les propriétaires effectifs du Soumissionnaire attributaire, dans le cadre de l'avis de Notification d'Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs inclus dans le dossier d'appel d'offres.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

**Unité de Coordination et Management des Projets du ministère des Ressources Hydrauliques et Electricité (UCM)**

**1022, Avenue des Forces Armées de la RDC (ex-Avenue du Haut Commandement),**

**Concession Zimbali & Gombe River**

**2ième étage du bâtiment administratif**

**Commune de la Gombe/Kinshasa**

**République Démocratique du Congo**

**Tél. : (+243) 84 782 4066**

**E-mails : info@ucmnergie-rdc.com,**

**procurement@ucmnergie-rdc.com**

**Site web : www.ucmnergie-rdc.com**

**Maximilien MUNGA**  
**Coordonnateur**

## Un colloque d'intellectuels appelle les Congolais à pratiquer la vertu pour développer le pays

Des professeurs d'universités et d'autres intellectuels ont appelé, jeudi 21 juillet, les Congolais à pratiquer la vertu et avoir le souci de l'intérêt général plutôt que l'individualisme.

Réunis au sein de l'organisation dé-

Ces séminaristes ont plaidé pour l'effectivement de la gratuité de l'enseignement à tous les niveaux afin de former efficacement les jeunes congolais, appelés à transformer ce pays en eldorado africain.

Le colloque encourage en outre



Colloque sur l'emploi des jeunes à l'université technologique Bel Campus. Radio Okapi/Ph. Taty Dilengendju

nommée " RAREC ", ils ont lancé cet appel à Kinshasa lors d'un colloque sur le développement de la RDC.

Les participants à ce forum de deux jours ont également invité les citoyens à placer l'éthique et la morale au sommet des qualités requises de chaque candidat qui sollicite tout mandat politique à quelque niveau que ce soit. Pour ces intellectuels, " une politique sans éthique n'est que ruine de la société ".

Ils recommandent ainsi de revaloriser l'éducation à tous les niveaux par une allocation effective des ressources humaines, financières et matérielles appropriées.

d'opérationnaliser le service militaire obligatoire afin de promouvoir l'égalité de tous les citoyens face aux exigences de la protection de la souveraineté de la RDC et assurer efficacement la défense de l'intégrité du territoire national.

Le RAREC fait la promotion de la transparence intégrale du processus électoral en cours.

Il propose que chaque candidat à un quelconque mandat politique soit tenu de publier l'état de son patrimoine et celui de son conjoint concomitamment avec le dépôt de sa candidature auprès de la CENI.

RO/LRP

## Lancement d'un projet pour la résolution des conflits et la restauration de l'autorité de l'Etat au Nord-Kivu et en Ituri

Le projet Nashiriki kwa masikilizano [je participe à la réconciliation], projet de 18 mois, a été lancé le jeudi 21 juillet à Beni. Il est développé en Ituri et dans la ville et territoire de Beni, au Nord Kivu pour la résolution des conflits et la restauration de l'autorité de l'Etat.

des communautés, à promouvoir la promotion des solutions durables aux personnes déplacées victimes des conflits. "

Pour le commissaire supérieur principal Lambert Tschingma, bourgmestre de la commune de Beu à Beni et qui représentait le maire à la céré-



Une vue extérieure de l'hôtel de ville de Beni. Radio Okapi/Ph. Guilaine Kasasya

Ce projet est mis en œuvre par quatre organisations internationales et nationales dont le Conseil norvégien pour les réfugiés, International Alert, Search For Commun Ground et Justice Plus. L'objectif clé est de contribuer aux efforts de consolidation de la paix et à la stabilisation dans les provinces de l'Ituri et du Nord Kivu, grâce à la cohésion sociale dans les communautés affectées par les conflits, affirme Francis Albert Kamguem, directeur de ce consortium de quatre organisations :

" Ce projet Nashiriki kwa masikilizano s'inscrit en droite ligne de la stratégie nationale de son programme DDRCS et ces activités vont contribuer à renforcer la collaboration entre les autorités et les membres

de lancement de ce projet, la consolidation de la paix et la stabilisation de cette zone reste la préoccupation de tous.

" C'est pourquoi, il est temps d'impliquer tout le monde dans la recherche de la paix, en mettant en place des stratégies utiles à la cohésion ", a-t-il ajouté.

Financé par l'Union Européenne pour une durée de 18 mois, ce projet vise également apporter des solutions durables pour les personnes affectées par divers déplacements à la suite des affrontements des groupes armés dans ces deux provinces. Et en territoire de Beni particulièrement, ce projet sera mis en œuvre dans 7 zones de santé.

RO/LRP

## Conditions infra humaines à la prison centrale de Kalemie : 4 morts en un mois

Quatre morts ont été enregistrés au sein de la prison de Kalemie en l'espace d'un mois, rapporte le directeur de cette maison carcérale, Basile Kafuku Lumbwe. Selon lui et son équipe, ce drame est consécutif à des conditions de vie infra humaines.

Une famine et certaines maladies

lose et la malnutrition.

Basile Kafuku Lumbwe révèle que cette vieille prison datant de 1928 héberge plus de 900 pensionnaires au lieu de 250 initialement prévus.

Par conséquent, les cellules ne sont pas bien aérées, les toilettes ne sont pas propres et il n'y a pas d'eau potable.

Le ministère de la Justice nourrit les prisonniers. Cependant, le directeur adjoint de la prison Célestin Mwemedi renseigne qu'il y a souvent carence de la nourriture.

La prison enregistre une centaine de malnutris. Il y a aussi des cas de tuberculose, à en croire le médecin en chef de la prison de Kalemie. Les responsables de la prison demandent aux autorités de la Tanganyika de désengorger cette maison carcérale.

Toutes les tentatives de Radio Okapi pour joindre le ministre provincial de l'Intérieur du Tanganyika sont restées vaines.

RO/LRP



La prison centrale de Kalemie dans le Tanganyika le 20/06/2022. Ph Lydie Betyna MONUSCO

secouent ce centre pénitentiaire, renseignent-ils.

Le directeur de la prison de Kalemie et ses collaborateurs se plaignent du fait que les 4 corps de prisonniers décédés ne sont pas encore inhumés faute de moyens. Le dernier décès survenu il y a 4 jours est dû à la tubercu-

## Haut-Uele : environ 122 enfants récupérés entre les mains des LRA en deux ans et demi

Environ 122 enfants sont récupérés, entre janvier 2020 et juillet 2022, entre les mains des rebelles LRA, dans le territoire de Dungu (Haut-Uele).

Les responsables de l'ONG internationale " Invisible Children " ont livré ces chiffres, jeudi 21 juillet, à Dungu.

Ces enfants rescapés sont pris en charge par cette organisation dans le cadre de son projet d'appui aux anciennes victimes d'enlèvement de LRA.

Parmi eux, il y a 80 garçons et 42 filles qui sont arrivées par vague après une sensibilisation de l'ONG " Invisible Children " en la collaboration des autorités locales.

Selon le chargé de ce projet à l'ONG " Invisible Children ", de nombreuses filles sortent de la captivité enceinte, et d'autres avec des nourrissons, après été

faites esclaves sexuelles.

Jean de Dieu Kandapé reconnaît tout de même que les défis restent énormes surtout pour réunifier ces enfants avec leurs familles :

" Bien que la recherche familiale soit positive, on ne peut pas réunifier, on ne peut réunifier l'enfant à cause de l'insécurité dans sa communauté ou sur le trajet à franchir. Pour aller réunifier à Buta par exemple, il faut passer par Isiro et prendre l'avion à Kisangani ça coûte très cher ".

Les autorités politico-administratives de Dungu saluent ce projet qui, selon elles, a permis à la majorité de ces enfants de retrouver leurs familles.

Ce programme est mené dans les provinces du Haut et Bas Uélé sur financement de l'USAID.

RO/LRP

## RDC - Belgique : l'heure n'est pas encore à la réparation

La consule Belge en poste à Lubumbashi se félicite de la reprise des relations entre son pays et la RDC. Le point fort du réchauffement de ces relations est la restitution à la RDC de la relique de Patrice-Emery Lumumba au mois de juin dernier. C'est au cours de cet événement que la Belgique a reconnu sa part de responsabilité dans l'assassinat du premier Premier ministre Congolais.

"Cette responsabilité morale du gouvernement belge, nous l'avons reconnue. Et je la répète à nouveau en ce jour officiel d'adieu de la Belgique à Patrice-Emery Lumumba. Je souhaiterais ici, en présence de sa famille, présenter à mon tour les excuses du gouvernement belge. C'est pour la manière dont il a pesé sur la décision de mettre fin aux jours du premier Premier ministre du

pays", a déclaré M. De Croo. C'était à l'occasion de la restitu-



tion à ses proches d'une dent de Patrice-Emery Lumumba. Ce qui soulève la question de la réparation. Mais, la consule générale de Belgique à Lubumbashi répond : "la réparation... C'est un autre discours". Madame Hilde Van Inthoudt,

consule Belge en poste à Lubumbashi, l'a dit à l'occasion de la

célébration de la fête nationale Belge, ce 21 juillet. "Ce qui est fait maintenant c'est qu'on a restitué la relique de Lumumba. Et c'est un pas très important dans nos relations bilatérales", a-t-elle indiqué. Pour leur part, certains congolais restent convaincus que

les deux pays doivent passer à une autre étape. Pour eux, la restitution de la relique de Lumumba doit être suivie d'une réparation, symbolique soit-elle.

### Dossiers communs

La diplomate Belge a également souligné les efforts consentis par son pays en vue de consolider les rapports avec la RDC. "Il y a une commission parlementaire qui travaille sur le passé colonial. Celle-ci examine la loi sur la restitution du patrimoine culturel", a-t-elle dit. A

Si l'heure n'est pas encore à la réparation, la consule Belge estime toutefois que son pays et la RDC étudient plusieurs dossiers communs. C'est notamment celui portant sur la coopération militaire axée sur la formation des militaires à Kindu (chef-lieu du Maniema) par des instructeurs Belges. Ceci vise à renforcer les relations entre ces deux pays, a assuré Hilde Van Inthoudt.

magazinelaguardia.info / LRP

## Opération zéro trou : 686 trous identifiés à Mombele !

Décrétée avec pompe, l'opération "Zéro trou" est une illusion dans plusieurs coins de Kinshasa, la capi-

tre pour un des quartiers les plus fréquentés de la commune de Limete. Ici renseigne - t- on, la très tonitrante



tale devenue sans référence pour cause de délabrement de son réseau de voirie urbaine.

Parmi les coins où l'opération "Zéro trou" est une illusion à Kinshasa, figure, le quartier Mombele pour les uns et Moumbele pour les autres du nom d'un ancien ministre de Patrice Emery Lumumba qui plaide en faveur de la relocation à Limete des frères du Bandundu chassés de Kingabwa Petit fils du roi Ngaliéma, Moumbele est le père du célèbre artiste musicien, Ngampangi Moumbele dit, Strevos Niarcos.

D'après des informations des sources généralement bien introduites, le quartier Mombele compte étonnement, 686 trous connus. Un véritable désas-

opération Kin bopeto n'est jamais passée. Donc il faut lier à la multitude des trous, l'insalubrité devenue une règle à Mombele.

À Moumbele, donc, certains trous se sont transformés en ravin. Observant le passage sur ce qui peut être encore considérées comme voies d'accès et de sortie par véhicules automoteurs provoquant du coup, l'enclavement de ce coin de Limete déjà confronté à plusieurs autres maux. Cependant, espérons qu'avec l'arrivée d'une nouvelle énergie au sommet de la ville, les choses pourront prendre une direction toute autre comme pour le cas de l'opération "zéro épave".

Actu 7 / LRP

## Kinshasa : le gouverneur Gentiny Ngobila rappelle les motocyclistes à l'ordre

Le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a rappelé, jeudi 21 juillet, les motocy-

clistes à l'ordre au cours d'une réunion qu'il a tenu avec les associations et les responsables des motocyclistes de la ville de Kinshasa dans la salle polyvalente de l'Hôtel de ville.



Gentiny Ngobila Mbaka, gouverneur de la ville-province de Kinshasa. Photo Droits Tiers

clistes à l'ordre au cours d'une réunion qu'il a tenu avec les associations et les responsables des motocyclistes de la ville de Kinshasa dans la salle polyvalente de l'Hôtel de ville.

Au cours de cette rencontre, le chef de l'exécutif provincial a déploré le comportement des motos-taximen sur la voie publique, avant de les sensibiliser à un comportement digne et de les exhorter, par la même occasion, à un changement total, en vue de prévenir des accidents comme celui qui s'est produit, le 17 juillet dernier, devant le parc aquatique "Aqua Splash" sur l'avenue des Poids Lourds : " Nous devons sécuriser la popula-

tion, et non devenir une menace ", a indiqué Gentiny Ngobila.

A l'issue de cette réunion, le gouverneur de la ville a annoncé une série de nouvelles mesures pour assainir ce secteur notamment : l'acquisition des plaques d'immatriculation pour permettre l'identification de tous les motards, le port obligatoire des casques ainsi que pour leurs clients.

L'autorité urbaine a, par ailleurs, demandé aux vendeurs des motos de livrer ces engins avec

des plaques d'immatriculation. Il a accordé 20 jours aux " Wewa " pour se conformer aux nouvelles dispositions réglementaires en la matière.

Pour sa part, le ministre provincial des Transports, Amous Mbokoso, a indiqué que toutes les mesures prises au cours de cette réunion seront transformées en arrêtés ministériels pour qu'elles soient officielles.

Un contrôle régulier se fera à Kinshasa à partir du 10 août 2022 et une délimitation du rayon de circulation interdisant l'accès aux motocyclistes dans la commune de Gombe sera de rigueur apprend-t-on.

ACP/ LRP

## Signature d'un protocole d'accord pour la connexion internet de tous les établissements d'enseignement

Le ministre des Postes, télécommunications, nouvelles technologies de l'information et de la communication (PT-NTIC), Augustin Kibassa Maliba, a procédé vendredi 22 juillet, à Kinshasa, aux côtés de ses collègues Muhindo Nzangi Butondo et Tony Mwaba Kazadi, respectivement ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU) et ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) à la signature d'un protocole d'accord qui vise à connecter à l'internet tous les établissements d'enseignement congolais. Pour le ministre Augustin Kibassa, la signature de ce protocole d'accord consacre la mise en œuvre effective du projet dénommé : Système d'intercon-

" Nous sommes déterminés à concrétiser ce projet qui vient révolutionner la République démocratique du Congo (RDC) à travers les nouvelles technologies. Et nous connaissons l'impact aujourd'hui des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), aussi bien dans l'enseignement que de dans la vie de tous les jours ", a indiqué le ministre des PT-NTIC, avant d'ajouter que c'est aussi une manière de promouvoir les entreprises congolaises qui ont fait montre de beaucoup d'ingéniosité en matière des nouvelles technologies.

Le ministre de l'ESU, Muhindo Nzangi, s'est, pour sa part, réjoui de la signature de ce protocole d'accord qui, selon lui, vient consacrer la numérisation et la digitalisation des établissements de l'ESU, et aidera les étudiants à avoir un accès facile à l'internet et une identification biométrique. Il a fait savoir qu'ils vont également accéder à une bibliothèque numérique et aux syllabus à partir des plateformes de leurs institutions et aussi aux cours en ligne.



Les ministres Tony Mwaba et Augustin Kibassa signent le protocole d'accord pour la connexion internet de tous les établissements d'enseignement. Photo Droits Tiers

technologies de l'information et de la communication (PT-NTIC), Augustin Kibassa Maliba, a procédé vendredi 22 juillet, à Kinshasa, aux côtés de ses collègues Muhindo Nzangi Butondo et Tony Mwaba Kazadi, respectivement ministre de l'Enseignement supé-

maire, secondaire et technique (EPST) à la signature d'un protocole d'accord qui vise à connecter à l'internet tous les établissements d'enseignement congolais. Pour le ministre Augustin Kibassa, la signature de ce protocole d'accord consacre la mise

nexion des entités éducatives (SINTED), dont l'objectif est de faciliter l'accès aux contenus en ligne et d'améliorer la qualité de l'éducation à la suite de la gratuité scolaire, initiée par le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

## Province de Mai-Ndombe : des enseignants réclament leurs salaires de 2 mois

Les enseignants de la province éducationnelle Mai-Ndombe 3 ont réclamé, jeudi 21 juillet, leurs salaires des mois de mai et juin derniers.

cette situation à la CARITAS Congo. " Nous sommes au mois de juillet mais nous attendons la paie complémentaire du mois de mai dernier. Et,

mois de juillet ", a -t-il déploré.

En cette période de fin d'année scolaire, le non-paiement de salaire met de nombreux enseignants de ce coin en difficulté, signale Eddy Dunda :

" Avec cette période où nous passons l'examen d'État, il y a des enseignants qui sont parents, qui ont des enfants candidats, qui sont en train de se lamenter à tout moment et nous sommes menacés à tout moment ".

Incriminés, les responsables de CARITAS Congo précisent que ce retard de paiement ne dépend pas d'eux mais plutôt du gouvernement qui n'a pas encore envoyé cet argent.

Eddy Dunda demande au gouvernement congolais de s'y impliquer pour décanter cette situation.

En avril dernier, le président de l'Intersyndicale de l'EPST avait fait savoir que les retards dans le paiement de ces enseignants sont devenus récurrents dans ce coin du pays.

Les enseignants de la sous division de l'EPST Kutu 1, province du Mai-Ndombe, avaient manifesté les 25 et 26 avril derniers pour appeler la Caritas Congo à payer leurs salaires de mars et avril 2022.

RO/LRP

### Poursuite de l'opération de connexion internet gratuite dans les universités

Quant au président de l'Autorité de régulation de la poste et télécommunications du Congo (ARPTC), Christian Katende, qui est aussi partie signataire de ce protocole, il est revenu sur le rôle de ce service public qui avait déjà commencé à aider les universités à avoir de l'internet gratuitement.

Pour lui, la signature du protocole d'accord avec le ministre des PT-NTIC ne fait que prolonger ce que l'ARPTC avait déjà commencé.

" Nous sommes contents de pouvoir offrir cet internet à beaucoup plus d'universités. L'Internet est une chose, il faudra aussi profiter de ce projet pour rajouter du contenu ", a-t-il fait savoir, avant de relever le partenariat avec " Schoolap ", qui est une start-up performante dans différents domaines, notamment en enseignement et en assistance aux entités éducatives.

Pour sa part, le responsable de Schoolap, Pascal Kanik, partenaire du gouvernement dans le cadre de ce projet, a ajouté que sa structure a déjà adapté sa plateforme pour qu'elle puisse intégrer les écoles primaires, secondaires et techniques, sans oublier les universités.

ACP / LRP



Les membres de la synergie des syndicats des enseignants de l'EPST Kwilu 1 après une assemblée extraordinaire pour boycotter la rentrée scolaire 2021-2022 à Bandundu ville. Radio Okapi/Ph. Irene Mboma

Le directeur provincial du Service de contrôle et de paie des enseignants (SECOPE), Eddy Dunda, attribue

nous attendons aussi la paie du mois de juin dernier pendant que les autres provinces sont en train d'attendre le

## "Pour moi, ma peine est double : être une femme et être atteinte d'albinisme ! (Témoignage de Evodie Bafalula

Le 13 juin 2022, les Nations-Unies ont célébré la Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme (JISA). Une anomalie génétique rare et peu ou mal connue.

Cette journée, mise en place en 2015, mérite bien qu'on s'y attarde toujours car, à travers l'Afrique en général et la République Démocratique du Congo, en particulier, les personnes sujettes sont en proie à plusieurs formes de discriminations.

Des témoignages de plusieurs atteintes d'albinisme d'ici et d'ailleurs sont de nature à nous faire comprendre ce qu'est réellement cette anomalie congénitale et ses conséquences sociales et sanitaires dans la vie des gens concernés. Aussi bien leur combat en vie de leur intégration sociale.

Le témoignage de Evodie Bafalula est à ce propos édifiant, car révélateur de beaucoup de vérités de manière à pousser les gens à changer leurs conceptions archaïques à l'égard d'un phénomène qui, au départ, est une pathologie aux causes majoritairement connues. Mais que les Négro-africains en particulière, considèrent à tort comme une fatalité sociale.

Evodie, la trentaine d'âge, aime se décrire comme une fille assez timide et réservée. Mais, aux yeux de plusieurs qui la connaissent et la côtoient, elle est une femme très coura-

geuse et surtout bienveillante.

Originaire de la République Démocratique du Congo, elle vit à Kisangani, sa terre natale, avec sa mère et toute sa famille. Elle est très attachée à son frère aînée, Nathan Bafalula, qui est aussi atteint de son anomalie génétique.

"... Ça a de l'avantage que deux ou trois frères ou sœurs soient atteints d'albinisme au sein d'une famille. Car on peut s'entraider et anticiper nos difficultés", avoue Evodie. Et de renchérir : "C'est aussi plus facile pour eux de se remonter mutuellement le moral pendant les moments de frustration. Chez nous, mon grand frère m'aidait bien quand tout jeune je me sentais souvent rejetée par la société. Je le faisais autant pour lui en cas de besoin."

En fait, l'albinisme de Evodie Bafalula est oculo-cutané, autrement dit ça affecte les yeux et la peau et les cheveux. D'où un sérieux problème de psychomotricité et beaucoup de problèmes de vision.

"...En fait, comme toutes les personnes de ma condition génétique, je vois très mal de loin. Je n'arrive pas à distinguer bien les détails de près. Aussi à cause d'un nystagmus, mes yeux se fatiguent facilement. Et même tout mon organisme."

"Je dois avouer qu'au début, je n'en avais marre et pourtant je n'ai jamais

été aux consultations chez un spécia-



Mme Evodie Bafalula. Photo Droits Tiers

liste en la matière. Tout en étant une amblyope, je ne m'empêche pas de sortir seule dans la rue et de me déplacer à une longue distance à pied sans une compagnie"

"A cause de mon apparence physique différenciée, je continue de subir des moqueries de toutes sortes alors que j'ai déjà la trentaine d'âge.

Mais, une chose est vraie : au fur et à mesure que je grandis et que je comprends objectivement les choses, ces insultes et ces méprises populaires ne m'atteignent plus."

"... Chez-nous à la maison, nos parents ne nous ont rien au sujet de notre condition humaine. En fait cela relève d'un tabou autour de l'albinisme qu'on a encore du mal à briser complètement au sein de la société Négro-africaine".

"Mais, c'est lorsque j'ai commencé à aller aux rencontres de notre association, OBEAC, Organisations pour le bien être des personnes atteintes d'albinisme, créée en 2007, que j'ai commencé à comprendre réellement les choses. Aujourd'hui avec mon amie, Nathalie Kabeya, qui est aussi atteinte d'albinisme, on en parle à l'aise presque tous les jours. On sensibilise même les autres..."

"... Au quotidien, je fais très attention au grand soleil. J'applique la crème solaire quand j'en possède ou une quelconque lotion hydratante pour la peau. Pour aller dehors, je prends une casquette ou une ombrelle. Je mets parfois des lunettes quand la nécessité m'impose..."

"... Je sais que toutes les personnes atteintes d'albinisme ne subissent pas les discriminations de la même manière. Mais je me permets d'avouer qu'en Afrique noire, c'est vraiment excessif. C'est pourquoi je m'imaginais toujours que la journée internationale de sensibilisation à l'albinisme aurait été décrétée surtout à cause de nous, personnes sujettes d'Afrique où la marginalisation à notre égard est visible à l'œil nu."

"Chez nous en Afrique et en RDC, les mythes et croyances négatives sur l'albinisme nous associent directement aux divinités, aux esprits des ancêtres, aux démons. A telles enseignes qu'être née avec ma couleur de la peau est un drame !"

"... Personnellement, j'ai déjà entendu parler des bébés tués, tués même à la naissance à cause de l'albinisme. Dans ma propre ville comme un peu partout dans le pays, nous sommes l'objet des enlèvements, des viols et des meurtres. Nos tombes sont profanées... Nos organes corporels se négocient dans des marchés occultes..."

"... Ce que j'ai toujours souhaité et pour lequel je me bats et me battrais toujours, c'est d'être moi-même en dépit des préjugés et discriminations. En effet, dans notre société où règne le racisme systémique, être femme en 2022, c'est vouloir tout faire pour que la discrimination s'arrête... Mais je pense que pour des personnes comme nous autres qui paraissent non prédéfinies par les critères de la normalité, ce serait un peu difficile que cette discrimination s'arrête à grands pas."

"... En fait, ma peine est double : être une femme et être atteinte d'albinisme. Mais c'est cela qui me motive à bouger et à faire changer les choses. Ainsi, dois-je faire de mon mieux pour m'accepter et pour accepter ce qu'on n'aime pas..."

Il sied de rappeler que l'albinisme est une anomalie génétique due à un déficit de la mélanine dans l'organisme humain et animal.

Philippe Dephill Lipo

## 3 aliments qui provoquent de l'inflammation dans le corps

Quel que soit la cause d'une infection, d'une allergie ou d'une blessure, l'inflammation se matérialise par la réaction naturelle du système immunitaire dès qu'une substance étrangère agresse le corps. Si l'inflammation est généralement une réponse de l'organisme face à une agression, celle-ci peut également être chronique et à l'origine de nombreux troubles. Ce processus peut alors s'avérer délétère. Auquel cas, il est important de réajuster son comportement alimentaire en conséquence. Voici donc une sélection d'aliments à proscrire.

Les aliments que vous mangez peuvent favoriser l'inflammation de votre corps et entraîner des douleurs parfois handicapantes. Or, l'alimentation joue un rôle primordial dans le bon fonctionnement de l'organisme. Il est donc nécessaire de reconnaître les aliments à éviter afin de prévenir ce trouble.

### La viande transformée

La viande transformée fait référence à une viande qui a subi des processus ayant modifié son état naturel. Il s'agit notamment de la viande fumée, le jambon, la saucisse, le bacon ou la viande de bœuf séchée.

Vous n'êtes pas sans savoir que celle-ci est souvent associée à des effets néfastes pour la santé. Et à raison, puisque nombreuses sont les études ayant confirmé cette association. Un article met en lumière le lien

entre la viande transformée et de nombreux dangers pour la santé. Maladies cardiovasculaires et risque de mort prématurée sont autant de conséquences délétères d'une consommation de ce type d'aliments.

Toutefois, il est utile de préciser qu'il ne s'agisse pas de viande rouge ou de viande transformée, la consommation de viande peut être un allié contre l'inflammation. On doit, selon le médecin, cette propriété à sa teneur en zinc et sa richesse en protéines.

En faisant donc exception de la viande rouge et de la viande transformée, les volailles et le poisson ne sont pas des aliments à proscrire au contraire. Le poisson dispose en effet de vertus anti-inflammatoires non négligeables.

### Les aliments Frits

Nombreux sont ceux à apprécier le goût des aliments frits. Toutefois, ces derniers sont riches en gras trans. Lorsque ces acides gras sont consommés régulièrement, ils peuvent être à l'origine de nombreux problèmes de santé. En sus d'augmenter les risques de maladies cardiovasculaires, ces derniers sont à l'origine d'un taux de cholestérol élevé et une augmentation des marqueurs inflammatoires.

### Le pain blanc

Les aliments à indice glycémique élevé sont pro-inflammatoires. Parmi

ces aliments, on retrouve la farine blanche ou encore les produits à cuisson rapide. A cet effet, un aliment tel que le pain blanc favorise l'augmentation de la production de cytokines inflammatoires connues pour contribuer au stress oxydant.

### D'autres facteurs de risque

L'inflammation systémique de bas grade est le nom donné au type d'inflammation dont souffrent les personnes en surpoids. De par sa nature chronique, la consommation des aliments pro-inflammatoires est d'autant plus prohibée.

La consommation en excès d'aliments pro-inflammatoires pourrait contribuer à l'émergence de maladies comme le diabète de type 2 et les maladies cardiovasculaires.

### Quels aliments privilégier ?

Pour lutter contre l'inflammation, il est nécessaire de consommer des aliments à index glycémique modéré ou faible. Parmi eux, on retrouve les féculents complets, les légumes, les légumineuses et les oméga-3. Les aliments riches en fibres peuvent également avoir une action anti-inflammatoire sur notre organisme. Les épices ont elles aussi des actions protectrices contre l'inflammation. A savoir que pour être en bonne santé, il est nécessaire d'opter pour une alimentation saine et équilibrée et pratiquer une activité physique régulière.

SMT/LRP

## Thabo Mbeki : " L'Afrique du Sud pourrait connaître son propre "printemps arabe" "

L'ex-président sud-africain Thabo Mbeki a averti jeudi dernier que son pays était assis sur une bombe à retardement et pourrait faire face à un soulèvement semblable à celui du "printemps arabe" déclenché par une

*printemps arabe*", a déclaré M. Mbeki lors d'un service commémoratif en l'honneur de Jessie Duarte, la secrétaire générale adjointe de l'ANC (Congrès national africain), décédée d'un cancer durant le week-end.

"L'une de mes craintes est qu'un de ces jours, cela nous arrive", a déclaré M. Mbeki qui a quitté ses fonctions en 2008.

"Vous ne pouvez pas avoir autant de chômeurs, tant de pauvres, de personnes confrontées à cette anarchie", et des dirigeants "corrompus", a-t-il déclaré. "Un jour, ça va exploser", a-t-il déclaré lors du service commémoratif organisé à l'hôtel de ville de Johannesburg.

Mbeki a critiqué le gouvernement du président Cyril Ramaphosa pour son absence de plan national de lutte contre la pauvreté, les inégalités et le chômage, qui s'élève à plus de 34,5 %, et le chômage des jeunes qui avoisine 64 %.

M. Ramaphosa était absent au service commémoratif auquel assistait son adjoint David Mabuza.

La libre/ LRP



révolte sociale.

Mbeki, qui a succédé en 1999 à l'icône de la lutte contre l'apartheid Nelson Mandela, a déclaré que l'Afrique du Sud était confrontée à des niveaux insoutenables de pauvreté et de chômage.

"L'une de mes craintes, camarades, c'est que l'un de ces jours, nous (...) allons avoir notre propre version du

Le facteur déclenchant du "printemps arabe" a été le suicide par immolation d'un vendeur de rue tunisien, Mohamed Bouazizi, harcelé par la police en Tunisie. Sa mort a marqué le début d'une révolte nationale qui a conduit à la fuite en exil du dictateur Zine el-Abidine Ben Ali et déclenché les soulèvements du "printemps arabe" en 2011.

## La Zambie s'apprête à exporter jusqu'à 20?000 tonnes de maïs en RDC et au Rwanda

La Zambie devrait être à exporter près de 20 000 tonnes de maïs en République Démocratique du Congo (RDC) et au Rwanda.

L'annonce a été faite par James Chirwa, Directeur général de la Fédération des coopératives (ZCF) dans une interview accordée à *Zambian business times*.

D'après James Chirwa, la Zambie vient de conclure plusieurs accords pour exporter du maïs vers le Rwanda et la République Démocratique du Congo (RDC).

Il a souligné que ces exportations devraient se situer entre 15?000 et

20?000 tonnes. Ce stock représente environ 67 % de la demande totale formulée par les deux pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) qui s'élève à plus de 30?000 tonnes.

La Zambie est le deuxième plus grand producteur de maïs en Afrique australe derrière l'Afrique du Sud.

Au cours de la campagne agricole 2021/2022, la récolte de maïs dans ce pays d'Afrique australe s'est chiffrée à 3,6 millions de tonnes, en hausse de 200 000 tonnes, comparé aux 3,4 millions de tonnes récoltées durant la campagne 2020/2021.

Zoom Eco / LRP

## Congo-Brazzaville : le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov attendu dans le fief du président Sassou

Le ministre russe des Affaires étrangères est arrivé dimanche soir à Oyo, fief du chef de l'État congolais Denis Sassou Nguesso, à 400 kilomètres au nord de Brazzaville, pour

une visite de deux jours. C'est une visite pas comme les autres en cette période marquée par la crise russo-ukrainienne. Le Congo s'est toujours affiché comme un pays neutre dans

ce conflit. Conformément au programme officiel de cette visite, la première du genre

et appelle les deux parties au dialogue.

Dans une tribune de l'unique quotidien

## Mali : les jihadistes du Jnim revendiquent l'attaque contre la ville-garnison de Kati

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jnim, son acronyme en arabe) a revendiqué le samedi 23 juillet l'attaque commise vendredi 22 juillet contre le camp de la ville-garnison de Kati, située à 15 Km du centre-ville de Bamako, capitale du Mali.

Le communiqué du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jnim) donne d'abord des détails déjà connus de l'opération survenue contre le camp militaire de Kati : la double explosion de véhicules piégés avec des kamikazes à leur bord, puis l'attaque de cibles choisies.

Mais le Jnim précise ensuite que le domicile du colonel Assimi Goïta, chef de la junte, et celui de son ministre de la Défense, le colonel Sadio Camara, faisaient partie des cibles. " Si votre droit est d'acheter des mercenaires [référence probable à Wagner], notre droit est de vous cibler ", peut-on également lire dans le même communiqué.

" On voit ces derniers mois et ces dernières semaines une menace qui se rapproche de la capitale ", observe Alain Antil, directeur du centre Afrique subsaharienne à l'Institut français des relations internationales (Ifri). " Frapper Kati, c'est frapper la caserne

la plus proche de Bamako d'où viennent les colonels putschistes. C'est donc un geste qu'il faut analyser politiquement. "

" La Katiba Macina, qui est insérée dans le Jnim, est dans une dynamique de vengeance des opérations menées par l'armée malienne dans le centre du pays ces derniers mois. Des opérations qui ont fait des victimes parmi les civils, notamment lors de la triste expédition de Moura, rappelle le chercheur. On est sûr qu'il y avait des jihadistes dans la localité, mais il y a aussi beaucoup de gens qui ne l'étaient pas et qui ont été tués sous simple présomption. " Les analystes de la sécurité malienne avaient prévu que ces opérations avaient généré des opérations vengeresses de la Katiba Macina dans la direction de Bamako ou à Bamako.

Au Mali, l'attaque jihadiste a été condamnée par plusieurs partis et associations politiques. Certains appellent même à une union sacrée pour faire face à la situation, une situation qui inquiète les observateurs. " Le recours à de nombreux kamikazes, la concomitance de plusieurs attaques et le ciblage de l'épicentre du pouvoir, tout ça fait penser plutôt à une montée en puissance des jihadistes ", commente l'un d'eux.

RFI/LRP



Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, le 8 juillet 2022. AP - Stefani Reynolds

en terre congolaise, l'avion de Sergueï Lavrov s'est posé sur l'aéroport d'Ollombo, près d'Oyo, le dimanche à 20h15', heure locale. Il venait du Caire, où le chef de la diplomatie russe a commencé sa tournée africaine.

En fin journée, il a été reçu par son homologue, Jean-Claude Gakosso. Ce lundi en fin de matinée, des entretiens en tête-à-tête sont prévus avec le président congolais qui n'a cessé d'affirmer que le Congo était neutre dans le conflit qui oppose Moscou à Kiev depuis cinq mois. Brazzaville promeut une résolution pacifique de ce différend

de Brazzaville, Sergueï Lavrov salue la place de l'Afrique dans le contexte géopolitique actuel. " Aujourd'hui, les États africains jouent un rôle de plus en plus important dans la politique et l'économie globale ", écrit-il, ajoutant qu'ils apportent " d'une manière énergique leur contribution au règlement des problèmes clés de notre époque ".

Il sied de rappeler que Brazzaville et Moscou entretiennent des relations diplomatiques sans discontinuer depuis 1964.

RFI/LRP

# Washington remet le cap sur l'Afrique

**O**uvert le mercredi 20 juillet à Marrakech au Maroc, le sommet des Affaires " Afrique-États-Unis " s'est clôturé le vendredi 22 juillet. Ce sommet a réuni, outre une délégation gouvernementale américaine, des dirigeants politiques et représentants des milieux d'affaires africains ainsi que des décideurs et investisseurs du secteur privé américain.

Au menu : l'économie et les affaires avec, en toile de fond, les questions clé de la lutte contre le change-

ment climatique et la transition énergétique, mais aussi la sécurité alimentaire, la santé, l'agriculture, les infrastructures, les nouvelles technologies ou encore la fracture numérique.



ment climatique et la transition énergétique, mais aussi la sécurité alimentaire, la santé, l'agriculture, les infrastructures, les nouvelles technologies ou encore la fracture numérique.

En arrivant au pouvoir, en janvier 2021, le président américain s'est donné pour priorité diplomatique de contrer l'influence grandissante en Afrique de la Russie et surtout de la Chine. Or cette dernière a beaucoup avancé ses pions ces dernières années sur le continent africain, via d'énormes investissements dans les infrastructures et les ressources minières notamment.

## Catalyser plusieurs milliards de dollars

Washington entend jouer sur le même terrain et veut mobiliser des "



milliards de dollars " d'investissements en faveur du continent africain, en partenariat avec le secteur privé. " Les États-Unis cherchent à catalyser des milliards de dollars en relations commerciales et en investissements, pour créer des emplois et bâtir une croissance économique inclusive et durable à travers le continent africain ", a souligné Alice Albright, PDG de l'agence de développement américaine Millennium Challenge Corporation (MCC). " Nous devons mettre à profit tout l'éventail des instruments du gouvernement américain, exploiter la puissance du secteur privé américain et renforcer nos partenariats avec les chefs d'entreprise et les investisseurs à travers la diaspora africaine ", a-t-elle poursuivi.

Si sous la présidence de Donald

Trump, l'Afrique ne figurait plus du tout en haut de l'agenda américain, la donne est en train de changer. Et les chiffres de la croissance africaine démographique y sont pour beaucoup également. D'ici à 2050, un quart de la population mondiale sera africaine et le Nigeria dépassera les États-Unis en tant que troisième pays le plus peuplé du monde. Sans compter le fait que le continent africain est déjà l'un des marchés de consommation à la croissance la plus rapide au monde avec 1,4 milliard d'habitants jeunes et une classe moyenne croissante.

## Profusion d'opportunités

Des faits qui ont convaincu le Corporate Council on Africa (CCA), organisation privée, d'organiser pour la première fois sur le continent africain et en Afrique du Nord ce rendez-vous d'affaires annuel.

" Il est temps pour l'Afrique [...] de jouer son rôle central et naturel sur la scène internationale ", a lancé le chef de la diplomatie marocaine Nasser Bourrita en ouvrant les débats. Le choix du Maroc est loin d'être anodin pour les États-Unis, le royaume chérifien - cinquième plus grande économie d'Afrique - est une destination phare pour les investissements sur le continent africain.

" C'est un moment opportun pour les investissements américains en Afrique, à grande échelle ", a renchéri Akinwumi

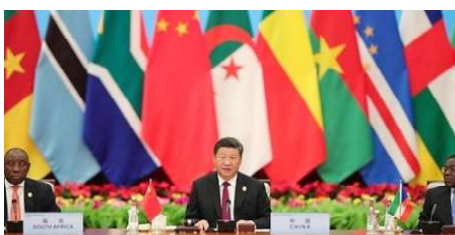
Adesina, président de la Banque africaine de développement. Selon lui, " demain ne peut pas attendre. L'heure de l'Afrique, c'est maintenant. L'avenir de l'Afrique est radieux. Nous sommes ouverts aux affaires et nous vous accueillons à bras ouverts ". Parmi les gros projets qui pourraient changer la donne et attirer les investisseurs, le patron de la banque panafricaine a cité le complexe de raffinerie de pétrole et de production d'engrais du groupe Dangote présent au Nigeria estimé à 20 milliards de dollars, ainsi que ceux du groupe sud-africain MTN, qui opère actuellement dans 19 marchés. Adesina a aussi souligné que malgré les turbulences, comme la pandémie de Covid-19 qui a eu de forts impacts sur les économies, le nombre d'opérations de capital-investissement en Afrique est passé de 230

en 2019 à 255 en 2020, preuve que les opportunités abondent encore en Afrique.

" L'objectif de notre administration ", a indiqué la vice-présidente Kamala Harris, " est de promouvoir une croissance et un développement économiques inclusifs et durables sur tout le continent, d'accroître les flux de capitaux et d'encourager l'esprit dynamique d'entrepreneuriat et d'innovation qui prévaut dans toute l'Afrique ".

## Les États-Unis largement distancés par la Chine en Afrique sur le terrain économique

Concrètement, les échanges bilatéraux entre les États-Unis et l'ensemble des pays africains se sont réduits comme peau de chagrin de-



puis 2009, lorsque Pékin a ravi le rang de premier partenaire commercial du continent à Washington, passant d'un pic de 142 milliards de dollars en 2008 à seulement 64 milliards de dollars en 2021, selon les chiffres cités par le think tank américain Carnegie Endowment for International Peace. Quant aux IDE américains en Afrique en 2020, ils s'élevaient à 47,5 milliards de dollars, soit 5,2 % des investissements mondiaux des États-Unis.

Et au-delà de l'Africa Growth and Opportunity Act, connu sous le nom d'AGOA - créé en 2000, pour donner à une liste de pays éligibles un accès en franchise de droits aux mar-

vesti quelque 9 milliards USD (8,85 milliards d'euros) dans 25 pays d'Afrique depuis 2004. Dernièrement, le président Biden, avec l'appui du G7, a convenu de lancer une nouvelle initiative orientée cette fois-ci sur les projets d'infrastructures dans les pays en développement.

Pour Akinwumi Adesina, l'urgence serait également pour les entreprises américaines d'investir dans l'initiative dite de Facilité africaine de production alimentaire d'urgence de 1,5 milliard de dollars de la Banque africaine de développement, conçue pour atténuer l'impact de la crise alimentaire mondiale actuelle, qui s'est aggravée avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cette facilité, la première en son genre, entend aider les pays à acquérir et à distribuer les engrais et semences agricoles, à fournir un soutien d'urgence les prochaines saisons de plantation, à accroître de 30 % leur production alimentaire et produire l'équivalent de 12 milliards de dollars de denrées alimentaires.

## Cap sur l'avenir

Après les outrances et le mépris manifeste de Donald Trump, l'administration Biden veut rattraper le temps perdu, et met le cap vers l'avenir. Elle compte, notamment, sur la future zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). En effet, la Zlecaf pourrait, d'après Washington, changer la donne pour l'intégration économique et le commerce africain, mais aussi stimuler les investissements, potentiellement des entreprises américaines intéressées par des produits à valeur ajoutée fabriqués sur le continent dans des secteurs clés.

Cette mise en avant des opportunités africaines n'est pas nouvelle, mais elle est censée donner le coup d'envoi d'un nouveau départ dans les relations entre Washington et les pays africains. La Maison-Blanche a saisi l'occasion de ce rendez-vous pour annoncer que le président Joe Biden accueillerait du 13 au 15 décembre prochains des dirigeants africains pour un som-



met censé " souligner l'importance des relations entre les États-Unis et l'Afrique ".

Ce sommet doit " promouvoir davantage un nouvel engagement économique ", " renforcer l'engagement des États-Unis et de l'Afrique en faveur de la démocratie et des droits humains ", permettre de travailler sur la coopération face aux pandémies, sur la sécurité alimentaire, sur la crise climatique ainsi que sur la paix. Aucun événement de cette envergure n'a eu lieu depuis le premier sommet Afrique-États-Unis de 2014, organisé sous Obama.

# Foot : l'Afrique du Sud remporte la CAN 2022 féminine face au Maroc

L'Afrique du Sud a remporté la première Coupe d'Afrique des nations féminine de football de son histoire,

L'Afrique du Sud a enfin remporté la Coupe d'Afrique des nations féminine de football après cinq échecs à la der-

de longues années de frustration. Frustrations souvent vécues face aux Nigériennes, qui ont gagné 11 des 13

Falcons que les Banyana Banyana avaient en face d'elles en finale de la CAN 2022, mais les Marocaines. Des Nord-Africaines qui les ont bousculées durant une première période assez fermée.



L'Afrique du Sud, championne d'Afrique pour la première fois de son histoire. Le 23 juillet 2022. AFP - FADEL SENNA

## Six victoires en six matches

Puis, en seconde, sur deux éclairs de l'attaquante Hildah Magaia (63e et 71e), les visiteuses ont fait la différence. Une reprise du plat du pied de l'attaquante Rosella Ayane (80e) a certes permis aux Lionnes de l'Atlas de rêver à un retour en force et à des prolongations. Mais, malgré neuf minutes d'arrêt de jeu, elles ne sont pas parvenues à égaliser.

Le président de la Confédération africaine de football (CAF), Patrice Motsepe, a amené le trophée à ses compatriotes. L'Afrique du Sud, qui a gagné ses six matches durant cette compétition, est championne d'Afrique. Elle disputera la Coupe du monde 2023 aux côtés des Marocaines (2e), des Zambiennes (3e) et des Nigériennes (4e). Un résultat qui conclut une édition brillamment organisée par le Maroc.

ce 23 juillet à Rabat. En finale de la CAN 2022, les Sud-Africaines ont battu les Marocaines 2-1.

nière marche (1995, 2000, 2008, 2012 et 2018). Ce 23 juillet à Rabat, les Sud-Africaines ont en effet mis fin à

précédentes éditions.

Ce samedi au stade Prince Moulay Abdallah, ce n'étaient pas les Super

RFI/LRP

## Éliminatoires CHAN 2023 : Otis Ngoma publie une liste de 28 Léopards A'

Après six jours d'intenses préparations avec le groupe de 42 joueurs à Kinshasa, le sélectionneur principal des Léopards A' de la RDC, Otis Ngoma Kondi, a dévoilé la liste de 28 joueurs retenus pour le stage de Brazzaville, prévu du lundi 25 au jeudi 28 juillet courant.

Ce stage sera ponctué par la double confrontation amicale internationale entre les Léopards A' de la RDC et les Diables rouges de la République du Congo, le 27 à Brazzaville et 4 jours plus tard soit, le 31 juillet à Kinshasa.

Des 44 présélectionnés à 28 joueurs sélectionnés, 16 joueurs ont été mis à l'écart pour ce stage de Brazzaville. Voici la liste de 28 joueurs retenus.

### Gardiens

- 1) Yves Mukawa
- 2) Jackson Lunanga
- 3) Baggio Siadi

### Défenseurs

- 4) Steven Ebuela
- 5) Jo Issama Mpeko
- 6) Issaka Boka
- 7) Ernest Luzolo Sita
- 8) Demani Lita
- 9) Magema Mfingi

10) Zatu Mondeko

### Milieux

- 11) Amédée Masasi
- 12) Christian Nsundi
- 13) Lenga Mukoko Tonombe
- 14) Mika Miche
- 15) Sozé Zemanga
- 16) Peter Mutumosi Zilu
- 17) Glody Likonza
- 18) Merveille Kikassa

### Attaquants

- 20) Mercey Ngimbi
- 21) Philippe Kinzumbi
- 22) Makabi Lilepo
- 23) Mpia Nzengeli
- 24) Ikoyo Iyembe
- 25) Obed Mayamba
- 26) Mundele Makusu
- 27) Joyce Katulondji
- 28) Adam Bossu Nzali.

Il sied de noter que le joueur Patou Ebunga Simbi de l'As V.Club de Kinshasa a été exclu du groupe pour indiscipline. On lui reproche d'avoir, à une heure tardive, quitté clandestinement l'hôtel où sont logés les Léopards, a annoncé la cellule de communication. Il sera remplacé par un autre joueur indique la même source.

LRP

## EPFKIN : Daddy Diasiwa plébiscité meilleur arbitre de la saison 2021-2022 du championnat

L'arbitre Daddy Diasiwa a été plébiscité le meilleur de la saison 2021-2022 au 105ème championnat de l'Entente provinciale de football de Kinshasa (EPFKIN), indique le rapport final de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) de cette entité sportive, tenue jeudi à l'hôtel Félicitée, dans la commune de Kasa-Vubu, à Kinshasa.

Au regard du rapport de l'exercice 2021-2022 qui été adopté lors de cette AGO, ces statistiques ont répertorié un total de 42 chevaliers du sifflet qui ont officié l'ensemble des matches du championnat joué en aller et retour, avec 32 clubs repartis en deux groupes équitables de 16.

Sous la houlette de la Commission des arbitres (CA), le Comité exécutif de l'EPFKIN a attribué une cote individuelle, en pourcentage, à chacun de ces 42 arbitres.

### Une différence au millième entre le 1er et le 42ème classé

De ces différentes cotes, il en découle que Daddy Diasiwa, du reste, président de l'Amicale des arbitres de la Ligue de football de Kinshasa (AMARLIF) se retrouve en pôle-posi-

tion. Il lui est attribué la cote de 8,77 sur 10 pour ses 27 matches dirigés et devance son dauphin, Kabanga Malala, crédité de 8,76 sur 10 pour ses 26 sorties.

Au bas de l'échelle de ces statistiques, se retrouve l'arbitre Mukembo Mbala à qui on a attribué la note de 8,35 sur 10, pour un total de 30 matches supervisés. Le constat qui se dégage de ces chiffres démontre à suffisance que tous ces sifflets se sont bien comportés. Pour preuve, la différence entre les points attribués au premier (Daddy Diasiwa : 8,77/10 pour 27 matches) et le dernier (Mukembo Mbala : 8,35/10 pour 30 matches) est au millième.

### Les cotes du top 5 de ces arbitres

1. Daddy Diasiwa (27 matches et 8,77 sur 10)
2. Kabanga Malala (26 matches pour 8,76 sur 10)
3. Ignace Mupemba Kongolo (27 matches pour 8,64)
4. Kalala Mwamba (28 matches pour 8,642)
5. Tamakunda Mukeba (28 matches pour la cote 8,642).

ACP/LRP

## The Government takes note of the financial benefits of the hydrocarbons sector driven by the Head of State Félix-Antoine Tshisekedi

The government has taken note of the notes relating to the calls for tenders in the hydrocarbons sector promoted by the Head of State, Félix-Antoine Tshisekedi, during the Council of Ministers chaired by himself, last Friday, at the City of UA.

It was a question firstly, it is indicated in the report of this Council, of the point made by the Minister in charge of Hydrocarbons on the progress of the preparatory work relating to the official launching of the calls for tenders of the 16 oil blocks and three (3) gas blocks, for the allocation of hydrocarbon rights and the economic and financial spin-offs in favour of the State.

Secondly, the issue of the "supposed overlap" of certain oil blocks was addressed put out to tender, on protected areas and prohibited areas (national parks, cultural heritage, public/private tourist areas).

The Minister indicated, to this end, that the ad hoc Commission in charge of organizing the Calls for Tenders is in the process of finalizing the

preparation of the necessary documents relating to the said Calls for



Tenders, the launch of which will take place in Kinshasa on 28th and July 29th, 2022.

Speaking of the benefits, the Minister in charge of Hydrocarbons mentioned a series of costs and other considerable payments to be collected, immediately and in the short term, upon signing the Produc-

tion Sharing Contract (PSC). This could generate in the long term, for the State, significant financial resources, he said.

**DRC has a crude oil potential estimated at 22 billion barrels**

DRC, endowed with a crude oil potential estimated at 22 billion barrels and 66 billion m3 in gas reserves, is launching for the very first time the call for tenders for

16 oil blocks from July 28th to 29th, 2022 at Kinshasa.

These blocks are distributed in 3 sedimentary basins, the coastal basin with an area of 6000 km2, the basin of the central basin has 800,000 km2. Added to this is the basin of the western branch of the East African Rift. The coastal basin contains average

resources estimated at 130 million barrels in the Ndunda blocks, 2 billion barrels in the Ngazi block, and 800 million barrels in Yema/Matamba Makanzi.

With very promising financial prospects, the Ndunda block represents USD 2.5 billion, USD 39 billion for Nganzi block and 15 billion for Yema/Matamba Makanzi block. The central basin has, for its part, an estimated quantity of 6.4 billion barrels with a financial outlook of 127 billion US dollars.

And finally Tanganyika has resources estimated at 7.25 billion barrels 146 billion dollars.

Expert geologists, geographers and environmentalists from the Ministry in charge of Hydrocarbons worked meticulously on their selection with regard to the environmental sensitivities relating to the above-mentioned protected areas.

The will of the Head of State Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo is to reconcile the exploitation of oil resources of DRC but also the protection of this nature, it is recalled.

ACP/LRP

## Jean-Pierre Lihau promises appropriate solutions to the concerns of officials of the State of Ituri

The Deputy Prime Minister, Minister in charge of Public Service, Modernization of Administration and Innovation of Public Service, Jean-Pierre Lihau Ebwa Kalokola reassured of his personal involvement in finding adequate solutions to the concerns raised by agents and civil servants of the State evolving in the province of Ituri, during a public audience which he organized on Wednesday in the enclosure of the governorate of province, in Bunia.

Jean-Pierre Lihau, who held this face-to-face meeting in the context of direct dialogue, which he initiated with a view to exchanging without intermediary with the working masses of the public administration, paid particular attention to the wishes of the agents, in relation to working and social conditions.

During more than two hours of interview, the Deputy Prime Minister reiterated his determination to gradually unblock the situation of unpaid agents and the mechanization of new units.

### Rejuvenation of public administration

He also edified the agents and civil servants on the various measures taken by his ministry for the recovery of the public administration, which involves its rejuvenation, and the retirement of 10,000 agents in order to facilitate the recruitment of 5,000 young people based on competence.

"Now the recruitment of young people will take place across all the provinces of the country, to avoid any form of discrimination as at a time when we recruited only in Kinshasa", he revealed, before emphasizing, regarding the situation of new units

estimated at 234,000, that their mechanization will not be done blindly.

Jean-Pierre Lihau Ebwa Kalokola argues that state agents and civil ser-



vants have been victims of a salary policy that is injustice and has shown its limits. To this end, he reaffirmed the need to modernize the adminis-

tration by providing it with working tools that meet the challenges of modernity and new administrative buildings in the provincial capitals.

CNSSAP for a dignified and peaceful retirement. Moreover, speaking of the

advantages offered by the National Social Security Fund for State Public Employees (CNSSAP), the Deputy Prime Minister, Minister of the Civil Service indicated that the purpose of the creation of the latter was, to allow civil servants to have a dignified and peaceful retirement.

"After the registration process, at the end of which a card will be given to agents eligible for retirement, CNSSAP grants the annuitant the freedom to withdraw his money in time, no later than the 22nd of each month, either at the bank or through his phone", he said.

"It is allowed today to dream and to believe in the improvement of social conditions of civil servants of the State thanks to the political will of the government of the Republic... It is time to debureaucratize the public service to gauge the reality on the field", finally affirmed Jean-Pierre Lihau Ebwa Kalokola.

ACP/LRP

## More than 5 km of CECOMAF road rehabilitation works already executed in Kinshasa

The civil engineering company modern construction company has already asphalted more than 5 km out of 15 km of CECOMAF road planned as part of the infrastructure rehabilitation project in Kinshasa city, said Mr. Richard Itshieki, inspector in this company.

Started on January 29th of the current year, these works which are part of Tshilejelu project initiated by the President of the Republic Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, continue with the construction of sanitation works, along this agricultural service road linking Kinshasa city through dis-

trict 1 in N'djili municipality to Kongo central province from Kasangulu.

Said works for the construction of sanitation works, said the inspector, are confronted with the construction of houses on the right-of-way of the road, cables of the National Electricity Company (SNEL) and the piping of the distribution of drinking water (REGIDESO) that cross or are along the road.

The modern construction company has, for this purpose, opted for the partial construction of the sanitation works, jumping the obstacles with the

sole objective of rehabilitating this road over its entire length of 15 km. The government's vision is to ensure trade between Kinshasa city and Kongo Central province, particularly in agricultural and manufactured products.

As a reminder, Modern construction company is responsible for the project management under the supervision of the design office of the Roads and Drainage Office (OVD), which is the delegated contracting authority.

ACP/LRP

**Exacerbée par les critiques virulentes de la population à cause de " No war, no business "**

# La Monusco fait des révélations accablantes

**E**n réaction aux manifestations pour réclamer le départ de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), déclenchées après plusieurs massacres à Beni, les responsables de cette mission se sont entretenus avec plusieurs personnalités, des leaders communautaires et associatifs et des autorités, notamment à Kinshasa, à Beni, à Butembo, à Goma, à Bunia. A cette occasion, la force onusienne a tenu à donner sa part de vérité sur ce qui se passe réellement sur terrain. Selon une source qui a pris part à cet échange mais qui a requis l'anonymat, la Monusco, exacerbée par les critiques virulentes de la population congolaise qui n'a jamais oublié la célèbre phrase : " No war, no job and no business ", est sortie de sa réserve pour cracher le morceau. En effet, rapporte notre source, la mission onusienne a indiqué n'est pas être impliquée dans le drame qui se joue à ciel ouvert à l'Est de la RDC.

" Ce qui se passe à Beni, ce n'est pas nous, la MONUSCO, c'est notre partenaire : votre gouvernement et votre armée. Ce qui se passe à Beni c'est un génocide ".

Rappelant que la mission de l'Onu est arrivée en RDC sur invitation du gouvernement (en 1999), elle a reconnu devant ses interlocuteurs qu'elle a été piégée en venant au Congo. " Nous devons vous avouer que nous avons été piégés. Nous savons ceux qui tuent à Beni, chaque fois qu'ils tuent, où est-ce qu'ils tuent et avec qui ils communiquent. Nous disposons des informations de loin plus que ce que vous connaissez et pourrions les déposer en justice si un jour l'occasion se présente. Nous avons des drones et des images satellites. Nous savons ceux qui tuent, comment ils se déplacent, où est-ce qu'ils se positionnent et chaque fois qu'ils tuent. Pour vous donner une idée de ce qui se passe : demandez-vous pourquoi les officiers FARDC, avec qui nous avons vaincu le M23, ont été tués dès que nous sommes arrivés avec eux à Beni. Demandez-vous pourquoi le gouvernement congolais ne veut pas se débarrasser des officiers accusés de crimes et visés par des sanctions internationales. Demandez-vous pourquoi votre gouvernement n'organise pas de deuil national ", ont interrogés les membres de la Monusco.

**" Ce qui se passe à Beni est un génocide, un fait de l'ancien régime et son héritage "**

Et de poursuivre : " Dans tous les pays où nous allons en mission, et où la population est tuée, les gouvernements organisent des journées de deuil national et des actions de solidarité avec les victimes. Savez-vous pourquoi votre gouvernement ne le fait pas ? Ce qui se passe à Beni est du pur génocide. C'est le fait de l'ancien pouvoir et son héritage, et ça se poursuit jusqu'à ces jours. Les choses risquent même d'empirer ".

Les responsables de la Monusco ne se sont pas arrêtés à mi-chemin. Ils ont expliqué à leurs interlocuteurs que les FARDC sont sous la coupe l'étrangère. " Votre armée est contrôlée par des forces de l'extérieur. Nous voyons arriver à Beni des officiers et des militaires qui cachent leurs identités. Ils opèrent, puis ils disparaissent. Qui organise ces missions secrètes au sein de votre armée ? ". Pour donner la preuve de ce qu'ils dénonçaient, les hommes de la Monusco ont expliqué : " Nous fournissons des rations alimentaires et des carburants. Mais nous sommes surpris en découvrant ces mêmes rations entre les mains des ennemis que nous sommes en train de combattre avec nos partenaires des FARDC. Qui fournit nos ravitaillements aux FARDC jusqu'aux forces ennemies ? Pourquoi nos partenaires des FARDC font ça ? Il n'y a pas que la population civile qui est tuée à Beni. Nos casques bleus Tanzaniens ont, eux aussi, été tués par une force que nous considérons comme étant une " force amie. Nous avons perdu des casques bleus Malawites et nos ingénieurs ".

Et d'ajouter : " Nous avons aussi vu mourir des soldats FARDC, sacrifiés par leur propre hiérarchie. Nous avons été confrontés à des tensions au sein des FARDC qui cherchaient un affrontement militaire avec nous. Nous avons été amenés à tirer sur les auteurs des massacres, pour stopper les massacres, mais tous ces massacreurs portaient des uniformes des FARDC. Après vérification des cadavres, nous constatons que ce sont des soldats FARDC. Nous sommes en partenariat avec le gouvernement congolais et les FARDC sur terrain, mais nous n'arrivons pas à faire la différence entre les FARDC, force amie, et les assaillants qui massacrent la population en portant les mêmes uniformes que ceux des FARDC dans les mêmes zones opérationnelles. Qui fournit les mêmes uniformes aux FARDC et aux auteurs des massacres

? Ces uniformes ne viennent pas des stocks de la MONUSCO qui sont contrôlés. Demandez à votre armée : qui fournissent ces uniformes FARDC aux forces ennemies et qui, de fait, compliquent notre travail sur terrain. " Nous avons pris la mesure de la colère populaire et nous allons mettre en place de nouvelles méthodes de travail pour mener nos missions, mais vous devez aussi vous adresser à votre gouvernement. Notre mandat est de travailler en partenariat avec votre gouvernement et votre armée, mais nous sommes mis en difficulté lorsque nous sommes piégés par notre partenaire ", ont dit les membres de la Monusco à leurs interlocuteurs fait savoir notre source.

## Exaspération de la Monusco

Voilà à peu près ce qui nous a été rapporté des sources directes au contact avec les responsables de la Monusco à Beni, Butembo, Goma, Kinshasa. Les responsables de la Monusco, précise notre source parmi d'autres qui ont été contactés avec les gens de la Mission onusienne au Congo. Ils ont avoué avoir compris l'exaspération de la population et les appels pour le départ de la mission formulés par les organisations de bases, y compris celles avec lesquels elle s'est entretenue pour leur livrer ces vérités de terrain. A en croire notre source, la question a été posée de savoir pourquoi la Monusco a pris contact avec l'ancien président de la République, Joseph Kabila Kabange.

La réponse, selon nos sources directes, est que, pour les responsables de la Monusco, " *Kabila fait partie des responsables de ce qui se passe à Beni* ". Ses responsabilités se situent à quel degré, elles sont de quelle nature ? Silence total. L'Omerta. La Monusco a annoncé qu'elle ira aussi rencontrer l'actuel chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi. Au sujet du mot " génocide ", les agents de la MONUSCO n'ont pas désigné un groupe ethnique, qui serait coupable. Ils ont parlé de " l'ancien pouvoir et son héritage ". En mille comme en un mot, l'on comprend alors qu'au nom de " la continuité des massacres " des Congolais, l'actuel pouvoir de Félix Tshisekedi a pris le relais de la sale besogne lui léguée par son prédécesseur ? C'est juste une question.

## Que dire alors ?

Face à ces révélations accablantes fournies par des hommes de la

Monusco que peut-on commenter ? Quelques pans des vérités livrés par la Monusco à leurs interlocuteurs lors de cet entretien, sont connus. Mais jamais, ils n'ont été donnés clairement par la Mission onusienne en RDC. Les questions que le Congolais lambda se pose est celle de savoir : pourquoi avoir attendu si longtemps pour interpellés les populations congolaises sur les agissements machiavéliques, génocidaires, les crimes contre l'humanité se perpétuent au grand jour sous un silence éhonté et étonnant de la communauté internationale qui a mandaté la Monusco en RDC ? Devenue comptable des bilans macabres, la Mission onusienne en RDC porte une lourde responsabilité morale face ce génocide intentionnellement oublié et dont les acteurs se recrutent à la fois à l'étranger et au pays.

Les Congolais se souviendront longtemps de la passivité de cette Monusco face au drame qu'ils vivent depuis 1999. Par ailleurs, ce qu'ils ont dévoilé devant des leaders communautaires et associatifs et des autorités de Kinshasa et de l'Est du pays, ne dédouanent pas la Monusco de sa complicité tacite dans ce qu'elle a qualifié de génocide. Tenez, combien de fois certains membres de la Monusco ont été surpris convoyant des minerais extraits en RDC vers des pays limitrophes ? Tout indique que certains de la Monusco sont trempés dans le drame qui se passe au Congo. Pas plus tard qu'il y a deux semaines, le président rwandais, Paul Kagame a accusé, lors d'une interview sur France 24, que la Monusco travaillait avec les FDLR. Plus de deux semaines après, aucune réponse de la Mission onusienne à ces accusations graves du président rwandais. En vertu du principe : " qui ne dit rien, consent ", l'on peut tirer la conclusion que Paul Kagame a dit la vérité.

Par ailleurs, ces dénonciations gravissimes de certains membres de la Monusco ne doivent pas nous distraire. Car, si tout ceci s'avérait être vrai, la Mission onusienne est complètement fautive pour n'avoir pas protégé des Congolais en danger de mort. Son silence devant de tels massacres, est tout simplement complice. Aux Congolais de cesser de " regarder le doigt alors qu'on leur montre la lune ". Ayant le dernier mot à dire, en dépit de tout ce que la Monusco a dévoilé, il est temps pour que la population congolaise de se prendre en charge lors des élections pour séparer le vrai de l'ivrai.